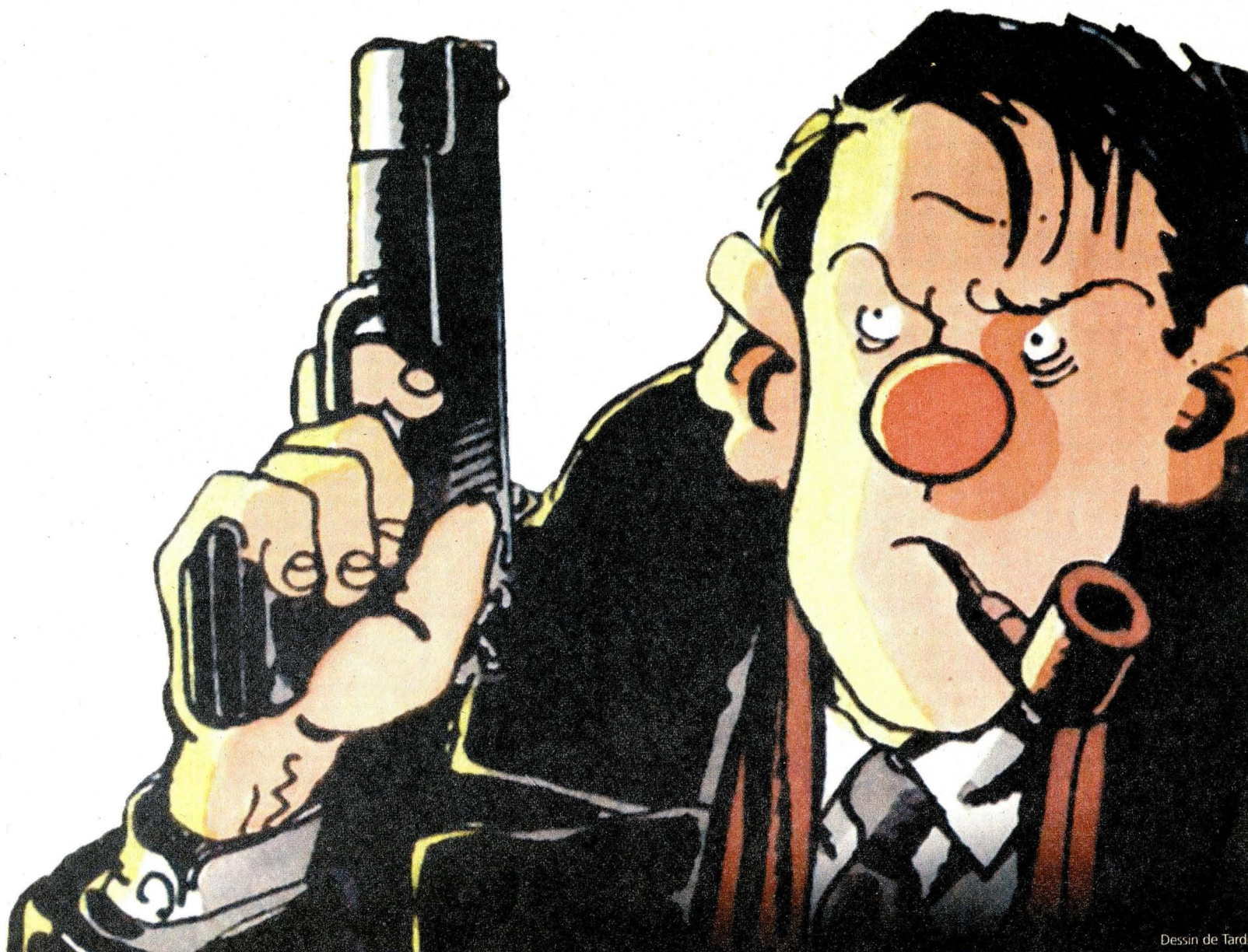


le monde **libertaire**

Athéisme

chassons le religieux



Dessin de Tardi

M 02137 - 1394 - F: 2,00 €



2€

ISSN 0026-9433

« Mais force est de constater que les bouffeurs de curés que nous sommes ne sont pas près de quitter la table. On n'en est qu'aux amuse-gueule, qu'à l'apéro! »

Jipé

hebdo n° 1394

du 14 au 20 avril 2005

Sommaire

Les chemins mènent à **Bruxelles et aussi... à Rome**, par Hertje, page 3

On est condamnés à **bouffer du curé**, par Jipé, page 5

Le Dindon réfléchit beaucoup au **référendum européen**, page 6

L'autruche, elle, donne du bec, par Frédo Ladrisse, page 7

Tchernobyl ? Pouvoir d'État et pouvoir nucléaire mentent, par D. du Gard, page 8

L'anticolonialisme post-moderne par P. Sommermeyer, page 9

Antonio Tellez Sola est mort, par Rolf Dupuy, page 11

Femmes libres et libertaires, page 13

Exilés espagnols en collectivité, par M. Genofonte, page 14

Affichons notre **athéisme**, par Antoine Jarrige, page 15

Dieu ! le retour, le retour..., par Pablo Servigne, page 17

L'Europe chrétienne ? par Raoul Boulard, page 19

Radio libertaire, page 22

Agenda, page 23



Tarifs

(Hors-série inclus)

3 mois, 13 n^{os}

6 mois, 25 n^{os}

1 an, 45 n^{os}

France

et DOM-TOM

20 €

38 €

61 €

Étranger

27 €

46 €

77 €

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR 76 4255 9000 0621 0028 7960 215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44145 – 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.



Tous les chemins mènent à Bruxelles

Hertje

groupe Ici et Maintenant, Bruxelles

« NON ! » Adverbe du latin *non* qui indique la négation en réponse à une question, une question référendaire, par exemple. Non, c'est aussi un mot, invariable, utilisé pour exprimer un refus ou un désaccord.

Un non-croyant sera alors celui qui n'appartient à aucune confession religieuse et qui se fait du mouron en cette période de non-événement laïque, lui qui croyait nonchalamment être débarrassé du fait religieux. S'il existait pour lui des *no man's land* où la non-intervention divine était force de loi, disons-le sans ambages, les médias y ont mis un terme.

Il y a aussi le non-inscrit. Celui-là pourra être alors cet anarchiste non-aligné qui aurait voulu dire non, s'il n'avait pas oublié de faire ajouter son nom aux listes électorales. Cruelle vexation pour lui qui se voyait déjà passer le rideau avant l'urne, dernier Rubicon des libertaires dogmatiques. Sans rejoindre ces derniers, qui ont pu appeler à l'abstention lors du référendum sur l'IVG au Portugal, il faut bien admettre que nous imaginons mal une France disant non avec deux partis pro-oui, les seuls pouvant prétendre à la gouvernance. Il faudrait un beau mouvement social pour équilibrer cette nouvelle donne démocratique. Et quitte à rêver de l'âge d'or, nous choisissons nos propres chemins, au-delà du sillon trotskiste qui, fort d'un non obtenu par les urnes, se voit déjà le fer de lance du mouvement social qui suivra. Point d'astrologie pour nous, ce vote ne sera pas le préambule d'une mobilisation pouvant être à même de remettre en cause la finalisation d'une Europe libérale. Au mieux, nous obtiendrons la promotion de Fabius en calife. Et cet homme-là aura vite fait de taire dans le jeu démocratique les aspirations révolutionnaires du non. Nous finirons avec le non-respect, utilisé pour évoquer le fait de ne pas respecter une obligation légale, d'après mon dictionnaire. On ne peut donc pas parler cette semaine passée de non-respect des CRS envers nos lycéens. Les brutes de la République ont su utiliser au mieux leur dispositif répressif sans oublier les coups de pied collatéraux. Mais, si nous condamnons toute répression, nous nous refusons d'infantiliser quiconque sous prétexte de majorité. Le problème n'est pas l'âge des matraqués, mais une fois encore une démocratie qui n'a comme seule solution pour sortir d'un conflit social que de lâcher ses chiens.

LES VOIES DU SEIGNEUR sont, dit-on, impénétrables. Celles de l'Union aussi. Une dépouille papale, un rien d'encens, un nuage de fumée blanche, et c'est toute la vieille Europe qui communie: du pain bénit pour les dirigeants européens alors même que le Traité constitutionnel vacille, que ses fondations néolibérales sont attaquées de toutes parts.

La voie de la religion

La Constitution vaut bien une génuflexion. Et pour cause: 285 millions de catholiques européens¹, ça se ménage. D'autant plus que les valeurs chrétiennes n'ont pas été mentionnées dans le Traité, une absence qui sème le doute chez les électeurs chrétiens. En France, certains d'entre eux s'interrogent sur leur vote du 29 mai: « Chirac est-il antireligieux? »² Ni une ni deux: hommage à Jean-Paul II. Les drapeaux sont mis en berne aux sièges de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe. Idem pour les institutions en France, en Belgique, en Allemagne, etc. Le deuil national est même décrété dans les très catholiques Pologne et Italie ainsi qu'en Espagne et au Portugal.³

La Constitution vaut bien une messe. Hommes politiques, de droite comme de gauche, et chefs d'État assistent à la célébration de l'office en souvenir du pape. Et ce, notamment à Paris où des dents grincent: « Laïcité à géométrie variable! ». Même scène à Bruxelles, où ministres et parlementaires de tous bords ont assisté aux côtés de membres de la famille royale à une messe dite par le cardinal Danneels, l'un des « papabili ».⁴ Et, enfin, hostie sur le gâteau: la Constitution vaut bien des obsèques pontificales. Jacques Chirac, Tony Blair, Gerhard Schröder, entre autres chefs d'État européens, se sont rendus aux funérailles du pape.⁵

Si par miracle cette politique de « signes ostentatoires de religion » et de « piété appuyée », comme la qualifie le *Canard enchaîné*⁶, s'avère payante l'espace d'un référendum, on verra à moyen terme si elle crée ou non des jalousies et des tensions inter-religieuses au sein d'une Europe fière de sa paix intérieure.

La voie de la privatisation

Le 19 mars, 60 000 manifestants issus d'organisations syndicales de toute l'Europe ont dénoncé à Bruxelles les orientations de droite de la Constitution européenne, dont le projet de directive Bolkestein sur la libéralisation des services d'intérêt général. Les journaux militants – dont le *Monde libertaire*, largement diffusé –, les slogans affichés, et les propos tenus à la tribune par les syndicalistes étaient fermement opposés à la dérégulation des services collectifs.⁷ Un message clair... mais pas assez: lors du Sommet européen, tenu à Bruxelles quatre jours plus tard, le projet de directive Bolkestein n'a été ni retiré ni assorti d'un texte assurant la spécificité des services d'intérêt général. Qui pis est, les Vingt-cinq ont réaffirmé qu'ils étaient favorables à un marché intérieur des services « pleinement opérationnel », dont une clef majeure est le projet de Bolkestein... Un projet qui, selon les Vingt-cinq, préserverait le modèle social européen.⁸ De quoi rire jaune quand on sait que ce texte ouvre la porte au dumping social et taille en charpie les soins de santé, entre autres.

Cependant, « alléluia! », la directive sera modifiée, a-t-on appris lors du Sommet. Plutôt mince... Mais pouvions-nous sincèrement espérer un retrait définitif du projet litigieux? Aucunement: dès février, face à un rejet important de la directive, Bruxelles a annoncé la couleur; trouver des « solutions » pour la faire



adopter. La « position de la Commission est que la libéralisation des services est un point essentiel de la relance de la stratégie de Lisbonne sur la compétitivité de l'Union. Il n'est pas question que la Commission retire la directive Services », expliquait alors la porte-parole de la Commission.⁹

Le feu vert des chefs d'État et de gouvernement de l'Union à la modification du projet Bolkestein n'est qu'un geste symbolique destiné à apaiser les esprits à deux mois du référendum français sur le Traité constitutionnel, sans changer le sens profond des textes. Loin d'être une victoire syndicale, la concession magnanime de l'Union européenne ou, plus exactement, la révision-correction de la directive par les députés et les ministres européens ne constitue rien de plus que... la procédure législative normale.¹⁰ Un beau foutage de gueule.

On n'a pas fini de bolkesteiniser du côté de l'Union ni d'essayer de nous faire prendre des vessies pour des lanternes.

La voie de l'éducation

La privatisation des services publics relèverait de la mythomanie, à en croire les partisans du oui à la Constitution. Pourtant, concrètement, on lui ouvre la voie dès la formation scolaire. Deux exemples.

Culture revue à la baisse, socles « indispensables » réduits à peau de chagrin, sorties précoces de l'enseignement vers des emplois peu qualifiés, introduction de méthodes de

gestion d'entreprise, dégradation du statut du personnel, renforcement du pouvoir du chef d'établissement, création d'une hiérarchie intermédiaire, etc. Avec le rapport Thélot, on assiste, en France, à l'alignement de « l'école sur les besoins d'une économie dominée par la concurrence et le libre-échange, et pour les salariés, caractérisée par la précarité ».¹¹

Dans l'Angleterre travailliste, les sociétés et les entrepreneurs privés ont dorénavant un rôle central dans l'élaboration des méthodes pédagogiques et des programmes éducatifs ainsi que dans l'administration des établissements scolaires. Des sociétés privées sont également chargées d'attribuer aux enseignants des salaires au mérite. Bonjour le travail d'équipe.

Si besoin est, le gouvernement britannique sort de son rôle libéral de « laisser faire, laisser passer » afin d'accélérer le mouvement. De nombreuses écoles ont priva-

tisé cantine ou entretien des locaux sur ordre de l'État qui les jugeait « défaillantes ». Une loi de 2002 prévoit par ailleurs que les autorités locales en matière d'éducation ont l'obligation de faire un appel d'offres au privé pour la gestion des futurs établissements...¹²

Danger pour les programmes anglais ? Dix-sept académies, un nouveau type d'établissements secondaires d'État sponsorisés par des entrepreneurs milliardaires, ont été inaugurées. Un des couacs, c'est que l'une d'elle a pour mécène sir Vardy, un chrétien fondamentaliste. L'on y enseigne le créationnisme au même titre que le darwinisme. Le tout avec l'approbation du Bureau des normes éducatives, l'agence gouvernementale chargée des inspections.¹³ Au nom du capital, l'État se fait complice d'inepties religieuses.

France-Angleterre. Deux pays conformes à la stratégie libérale de relance économique signée à Lisbonne en 2000 et réactivée par l'actuel président de la Commission européenne, José Manuel Barroso. L'éducation et la formation y sont considérées comme des facteurs déterminants pour bâtir « l'économie de la connaissance la plus compétitive du monde », selon la formule. L'enseignement et la formation professionnels tels qu'ils sont conçus aujourd'hui dans l'espace européen doivent favoriser la « libre circulation des travailleurs », autrement dit la dérégulation totale du marché du travail.¹⁴

On s'avance vers une sorte d'« équivalent éducatif du salaire minimum, et non sans rai-

son puisque c'est ce à quoi il mènera les élèves des milieux populaires... ». Une main-d'œuvre sous-qualifiée, flexible, docile. Les patrons se frottent les mains. Et jubilent lorsque le gouvernement britannique leur propose en février « la fixation des filières d'enseignements et la définition détaillée du contenu des diplômes ».¹⁵ L'État au service du capital...

Puisque le sabotage des acquis sociaux commence dès l'école, il s'agit dès lors d'y résister dès l'école. Avant que la méthode anglaise ne fasse tache d'huile.

La voie de la consultation

Le gouvernement néerlandais « envisage de déprogrammer le référendum sur la Constitution européenne si celle-ci est rejetée [trois jours plus tôt] par les électeurs français ».¹⁶ Dans un tel cas, on ignorera si les Néerlandais s'opposaient ou s'associaient massivement au projet de Constitution. Même s'il est vrai qu'un « non » français annule de facto la Constitution, l'attitude néerlandaise indique que l'opinion de la population n'a d'intérêt que si celle-ci approuve ce projet libéral.

« Certes, la Constitution n'est pas assez socialiste, surtout si l'on entend par là qu'elle ne permet pas l'instauration d'une économie planifiée, comme celle qui, autrefois, a fait le succès de l'Albanie ou qui fait encore la réussite sans précédent de la Corée du Nord », ironise Monseigneur Val lors son homélie dans *Charlie Hebdo*.¹⁷ Rassurons-le : l'Europe, nous la voulons socialiste libertaire. Sans classe sociale ni État, organisée librement par les fédérations de travailleurs, munie d'une éducation et d'une instruction accessibles à toutes et tous dans tous les domaines de la science, de l'industrie et des arts. Et avec une Constitution élaborée par les habitants eux-mêmes. **H.**

1. *Le Monde*. Dossiers et documents, décembre 2003.

2. *Le Monde*, 6 avril 2005.

3. *La Libre Belgique*, 6 avril 2005.

4. Le Cardinal Danneels, archevêque de Malines-Bruxelles, est apprécié par l'aile libérale des cardinaux. *La Libre Belgique*, 4 avril 2005.

5. *Le Monde*, 6 avril 2005.

6. *Le Canard enchaîné*, 6 avril 2005.

7. Voir l'excellent dossier d'Offensive de janvier 2005 : « Au service du public ».

8. *La Libre Belgique*, 23 avril 2005. Pour plus d'info, www.stopbolkestein.org

9. *La Libre Belgique*, 4 février 2005.

10. *Idem*, 23 avril 2005.

11. *Le Monde diplomatique*, mars 2005.

12. *Idem*, avril 2005.

13. *Idem*, avril 2005.

14. *Idem*, mars 2005.

15. *Idem*, avril 2005.

16. *La Libre Belgique*, 6 avril 2005.

17. *Charlie Hebdo*, 6 avril 2005.

Heureux comme Dieu en France

proverbe allemand

**J'vois passer souvent dans la s'maine
Des tas d'gens qui braill'nt coumm' des vieaux
C'est un pauv' bougr' que l'on emmène
Pour l'entarrer dans l'champ d'naviots.**

Gaston Couté, la Chanson d'un Gâs qu'a mal tourné
Tome I, éditions Le Vent du Ch'min.

LA LOI DE 1905 sur la séparation de l'Église et de l'État a reçu de sérieux coups ces derniers temps, à l'occasion de la mort et tant espérée et tant attendue de monsieur Pape. On aura beau jeu de dire que les hommages de la France au Vatican sont ceux d'un État à un autre État, on est bien loin de la symbolique récurrente dans ce genre de situation. Où a-t-on vu que le Vatican était un État démocratique au sens des principes du nôtre? Pas d'élection, pas de parlement, pas de multipartisme. La mise en berne des drapeaux sur les bâtiments officiels est donc un détournement, pis encore une infraction au regard des grands principes républicains de la laïcité et de la loi elle-même. Certes, nous anarchistes, n'avons pas pour habitude de défendre mordicus les lois, mais force est de constater que les bouffeurs de curés que nous sommes ne sont pas près de quitter la table. On n'en est qu'aux amuse-gueule, qu'à l'apéro! Mais l'illégalité justifiée par les traditions et les usages ne serait rien, l'État est coutumier de ne pas respecter ses propres lois, ne serait rien donc au regard de ces foules enfiévrées et recueillies, et surtout du déferlement médiatique consécutif à cette mort somme toute banalissime.

Anormales et scandaleuses ont été les multiples émissions de radio et de télévision. Ces architectes des opinions publiques se sont gavés pendant des heures d'hommage solennel, encore plus faux-culs que les jésuites eux-mêmes, ce qui n'est pas peu dire, et sans doute encore plus pervers qu'un prosélyte de l'Opus Dei.

La palme revient à France 2, chaîne publique, qui n'a pas hésité le soir du décès de monsieur Pape à interrompre une émission consacrée à la lutte contre le sida, pour annoncer la bonne nouvelle. Quand on sait la responsabilité écrasante de cette vieille carne dans la condamnation sans commentaires des moyens contraceptifs et en particulier des préservatifs, ce qui revient à encourager de facto la propagation de la maladie, ça fait froid dans le dos. Venir foutre son nez dans nos slips et prôner pour soi-même la chasteté comme un dogme, voilà la doctrine éternelle. Nom de

Dieu, de quoi je me mêle? Que penser de ces quelques crétins qui ont applaudi à l'annonce officielle de la mort? Quand on applaudit, c'est qu'on est content non? Que penser aussi de ces centaines de milliers de pèlerins venus contempler un cadavre de moins en moins frais au fil de ces longues heures d'attente? Pas grand-chose. Groupies constipées ou fashion-victims des médias, j'ai bien du mal à penser que cette ferveur religieuse soit vraiment authentique. Mais va savoir après tout...

Je serais également bien curieux de connaître le nombre de Marseillais qui vont aller au pape derrière leur télé à l'occasion de la demi-journée octroyée par leur maire, et surtout combien vont refuser de ne pas travailler. Et comme tous les grands chefs d'État lui ont aussi rendu visite, comme disait l'autre, raison de plus pour passer un ch'tiot week-end sympa à Rome.

Ainsi donc les religions, basées sur la croyance donc sur le doute, et non pas sur la pensée, ont battu le pavé, et les professionnels de l'information nous l'ont largement fait savoir. L'obscurantisme et la mystique sont toujours bien vivaces comme du chiendent dans

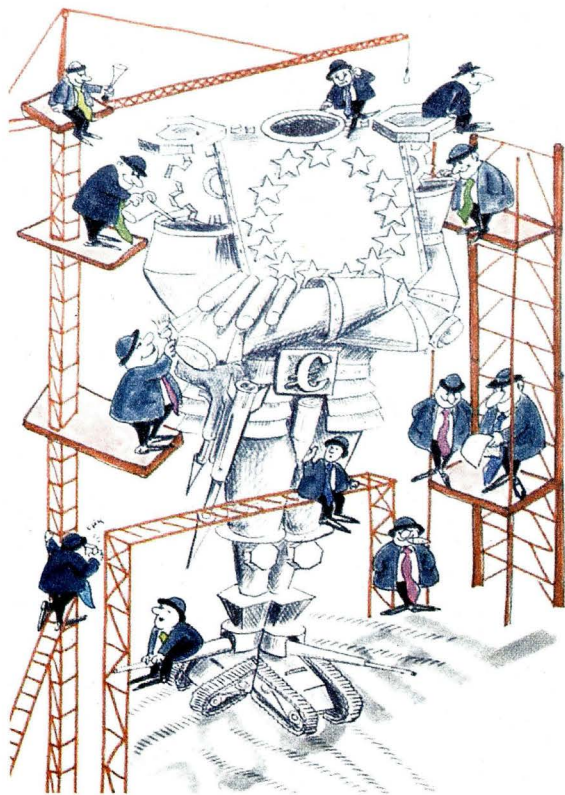
un jardin de curé, et ces maladies de l'esprit agacent aussi bien les pauvres que les riches.

Sinistre revanche de l'égalité de tous devant monsieur le curé: bienheureux ces croyants-là qui s'imaginent que leur âme parfumée à l'encens partagera, le jour du jugement dernier, la même table que celle de leur maître sur Terre, là même où il faudrait maintenant se remuer un peu le popotin. C'est peut-être une cause de la bonne santé et de la richesse insolente du Vatican. Mais les catholiques ont beau, malgré tout, être en perte de vitesse en terme de visite à confesse, ça n'empêche visiblement pas les affaires.

Ruissellement de froufrous, patrimoine immobilier impressionnant, banques, journaux, voilà ce qui pourrait rester de cette folie médiatique de ces derniers jours et ne pas disparaître de ces esprits. Bien malheureux ceux qui pensaient, il y a quelques années, que l'anti-cléricalisme était un combat d'arrière-garde. Les journaux furent là et bien là pour nous rappeler le contraire. Je pense que je vais prendre un abonnement à l'Équipe.

Jipé





Référendum de la misère Misère du référendum

le sens d'un « non »

Le Dindon fraternel

milite au groupe Louise-Michel de la FA

BON, MAUVAIS, VOTER, S'ABSTENIR, oui, non : au grand bal du référendum, ces couples vont malheureusement monopoliser la piste jusqu'au 29 mai prochain, voire au-delà. Foutre Dieu ! (ça c'est pour l'héritage religieux de l'Europe) que voilà de l'énergie perdue pour les révoltes anticapitalistes ! Pourtant, certains arguments développés dans nos rangs sonnent trop évidents aux oreilles anarchistes pour ne pas inviter à une polémique amicale.

À titre liminaire, rappelons que dans les colonnes du *Monde libertaire* au moins, il est hors champ du débat que le Traité constitutionnel européen (« TCE » dans le langage euro-bruxello-cratique) ne recèle rien de bon : il renforce juridiquement et politiquement, à un degré inégalé, toutes les logiques du capitalisme « canal libéral », qui nous opprime et qu'il nous faut mettre à bas. Même les textes constitutionnels américains s'en trouvent ringardisés. Il n'est par conséquent pas plus en débat que ceux ou celles d'entre nous qui iraient voter le feraient pour dire « non ». La seule question qui se pose à nous est donc : allons-nous voter « non » ou s'en désintéresse-t-on en disant que ce n'est pas notre affaire ? Cette seconde solution a le mérite de respecter l'orthodoxie anarchiste. Je vais pourtant me risquer à défendre, cette fois-ci, l'hétérodoxie de la première proposition : aller voter « non » !

Tout d'abord la thèse. Le combat se mène contre un modèle de société : le capitalisme et son outil politique le plus efficace de la démocratie parlementaire représentative. Comme tout modèle, celui-ci repose sur une conception, des instruments et une pratique. Dans cette trilogie, le TCE n'est qu'un instrument. Face à celui-ci, le choix politique de nos tyrans de consulter par référendum offre un contre-instrument : le « non ». C'en est un, mais certainement pas le seul, ni le plus important. On ne fait qu'agir sur un instrument parmi tant

d'autres, alors que les conceptions et les pratiques demeurent. Nos tyrans n'ont pas attendu le TCE pour les mettre en œuvre, et se débrouilleront très bien pour continuer à le faire même sans TCE. Il ne s'agit donc pas de laisser penser que le « non » est un acte politique qui se suffit en lui-même pour combattre le modèle de société, ses instruments et ses pratiques, comme nous le bassinent les chantages du « non-de-gôche » dans le cul duquel les instituts de sondages ont placé un thermomètre à demeure. Pour autant, devons-nous nous priver d'utiliser aussi une arme de l'adversaire pour l'empêcher d'avancer ce pion-là ? Pour le retarder un tout petit peu dans son offensive ? Pour nous permettre, comme la chèvre de Monsieur Seguin assumant sa liberté ensanglantée, de brouter quelques touffes d'herbe fraîche entre deux affrontements avec le loup ? Je ne le pense pas et j'irai le 29 mai déposer ce satané bulletin « non ».

La critique maintenant. Parmi les arguments qui sont opposés, le premier consiste à expliquer que le « non » ne va pas sonner le réveil de la classe ouvrière. C'est parfaitement évident ! Mais ceux et celles qui auront lu le paragraphe précédent auront vu, je l'espère, que ce n'est absolument pas le sens qui est proposé ici à cet acte.

Le second argument entendu consiste à dire que l'on est anti-vote, un point c'est tout. C'est un peu court, et c'est jouer sur les mots. Car enfin, dans nos propres processus de décision, nous utilisons le vote. Certes, il est de nature particulière, il s'inscrit dans une dynamique ouverte de débats, pour construire une décision collective qui ne laisse personne opposé. Ce n'est pas le vote majoritaire des démocraties parlementaires représentatives qui fige et impose un rapport de force, pour assurer la domination, officiellement d'une majorité sur une minorité (dans les faits d'une

minorité sur une majorité), et surtout qui a pour enjeu de déléguer à d'autres le soin de décider pour nous et sans nous (et, au final, contre nous). Il n'empêche que nous avons nous aussi un « vote ». Aux tenants de l'anti-vote par nature, je proposerai donc de considérer que le vote « non » correspond à une « opposition motivée », qui n'est pas prête d'être levée, ni même transformée en abstention (qui plus est amicale), eu égard au contenu du texte et à son processus d'élaboration absolument contraires à nos « principes de base ».

Le troisième argument se place sur le terrain de la cohérence vis-à-vis des personnes étrangères au mouvement anarchiste : si je dis que je ne vote pas aux élections présidentielles, législatives, etc., mais que je vote au référendum, alors on dira que les anarchistes sont incohérents et/ou opportunistes. C'est possible ! Possible que malgré mes explications, mes interlocuteurs ne comprennent pas le sens différent que je mets d'une part à dire non à un texte dont on me demande s'il me convient ou pas (comme dans mon syndicat ou... à la FA, lorsque l'on prend position sur des motions qui proposent une analyse, une orientation, une action), et d'autre part à m'abstenir lorsqu'on me demande de choisir celui à qui déléguer mon pouvoir, car je n'entends pas déléguer mon pouvoir. Toutefois, si nous devons inlassablement expliquer notre posture politique, pour convaincre et participer de l'émancipation individuelle ou collective des individus, cette démarche ne saurait justifier que l'on fasse ou que l'on ne fasse pas quelque chose de peur d'être incompris. On agit par conviction et, si l'on pense pouvoir justifier un vote « non » dans une situation donnée, sans renier notre propre conception, nos propres instruments et nos propres pratiques, tant mieux pour ceux et celles qui le comprendront, et tant pis pour les autres.

Quand l'autruche éternue...

Le quatrième argument est celui de l'engrenage: si l'on justifie politiquement le vote « non » aujourd'hui, on va vite en arriver à justifier un vote Chirac contre Le Pen, hier, ou le vote « oui » ou « non » à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, demain, etc. Mais c'est là, me semble-t-il, une insulte à l'intelligence. Dans le cas du référendum, nos tyrans nous demandent de leur déléguer un droit constitutionnel à nous interdire toute alternative à leur oppression. Personnellement, je réponds « non ». Dans les autres cas la question est: qui préférez-vous comme tyran (cas Chirac ou Le Pen) ou comme compagnes et compagnons opprimés (cas oui ou non à la Turquie)? Aucune réponse n'est ici possible pour nous, et je ne réponds même pas.

Le cinquième argument est celui de la récupération. Contribuer à la victoire du « non » revient à faire le jeu des staliniens et des trotskards de tout poil, que leur conception autoritaire du socialisme empêche et empêchera toujours d'être du côté de l'émancipation. Là encore, c'est possible! Mais cela nous a-t-il empêché d'agir par le passé? Est-on sûr que le cortège libertaire du 1^{er} mai 2002 était garanti « irrécupérable »? Et quid du cortège FSL en queue de celui du FSE en novembre 2003? Pourtant, nous les avons pensés, discutés et faits!

Le sixième argument est celui qui, personnellement, me questionne le plus (et pour tout dire a motivé mon envie de polémique). Il est exprimé, non sans brio, par le copain Moïse (Cailloux!) dans le n° 1391 de notre cher hebdo, et consiste à dire que le « non » sert à [...] canaliser la colère populaire, [...] lui donner un exutoire facile – et inutile. Ne vaut-il pas mieux laisser chauffer la marmite sans ouvrir la soupape? ». Peut-être! Encore faut-il croire que l'oppression et la misère accrue amèneront révoltes et/ou révolution, et peut-on encore compter là-dessus dans nos sociétés occidentales? La répression déjà accrue du mouvement syndical dès qu'il est un tout petit peu revendicatif, a-t-elle renforcé la syndicalisation des salariés (sans même parler de leur militance au-delà d'une simple adhésion)? La mise en coupe réglée de tous les mécanismes de solidarité qui avaient pu être constitués, même imparfaitement (services publics, Sécurité sociale, jusqu'au système de distribution de la presse, etc.), et qui jette dans la précarité une part croissante de la population depuis déjà longtemps, a-t-elle élevé la solidarité et la combativité des victimes? Lorsque le travail de résistance, quel que soit son champ (syndical, artistique, social, intellectuel, etc.) sera constitutionnellement encore plus difficile, sommes-nous sûrs d'en sortir plus forts ou plus nombreux? Et à ce jeu, ne faut-il pas alors souhaiter le pire? Non seulement laisser la marmite chauffer sans ouvrir la soupape, mais encore pousser les feux sous ladite marmite ou à tout le moins se réjouir de chaque loi réactionnaire nouvelle?

Personnellement je ne saurais pas comment répondre « oui » à ces questions, et c'est pourquoi, tout en appuyant la démonstration du copain Moïse lorsqu'il rappelle que le TCE n'est qu'un instrument parmi tant d'autres déjà à l'œuvre et qui eux le resteront, je pense qu'il demeure pertinent de refuser à nos tyrans cet instrument supplémentaire. **Le D. F.**

Nota : un dernier argument m'a été avancé par un copain alors que je lui exposais rapidement le contenu de l'article ci-dessus. Il consiste à dire: pourquoi se prendre le chou pour un grand maximum de 1 000 personnes qui liront ces lignes, et peut-être 500 qui y réfléchiront? C'est un fait; et c'est sans doute le meilleur contre-argument à la thèse que j'ai tenté d'exposer. Rideau! Fermez le ban!



Stade

« Le pape a su montrer que, tandis que les églises se vidaient, il était, lui, capable de remplir les stades. » Jean Daniel, éditorialiste.

Une fois de plus on exagère les mérites du défunt Popol: il remplissait les stades d'accord, mais son vieux copain Pinochet faisait ça très bien aussi.

Culasse

« La gauche, de retour au pouvoir, fera du logement une de ses priorités. » Strauss-Kahn.

Suffit que dans un sondage le logement arrive presque en tête des préoccupations de la population, et voilà-t-y pas que le PS décide de s'y attaquer (que ne l'ont-ils fait du temps de leur splendeur!). Si demain un autre sondage met en avant le souci du français confronté à l'usure du joint de culasse, nul doute que Strauss-Kahn promettra, une fois « de retour au pouvoir », de plonger les paluches dans le cambouis.

Lâcheté

« Les vrais laïques ne sont pas ceux qui mettent en avant la laïcité. » Un auditeur, sur Europe 1.

Une manière bien tordue, bien hypocrite, bref bien catho de nous demander de fermer notre gueule. Le pire, c'est que ça marche. Rares furent, depuis deux semaines, les tenants de la laïcité à oser s'attaquer à la papale charogne. Ceux-là furent largement conspués, insultés, malmenés, sans que personne ou presque ne s'en émeuve. Les autres, les taiseux, ont attendu que ça se tasse: la laïcité, nouvelle figure de la lâcheté?

Trip

« Dans ce parti au mur invisible qu'est le non de gauche, le PC est un puissant coup de main. » Mélenchon.

Lire du Mélenchon, ça donne franchement envie d'aller l'écouter, un de ces soirs. Mieux qu'un trip à l'acide: un discours de Mélenchon!

Zébulon

« Ce n'est pas le manège enchanté qui fera disparaître le chômage. » Jean-Marc Ayrault, PS.

Zébulon n'en cogne pas moins aux portes de l'Élysée. Tournicoti c'est Sarkozy, tournicota c'est Cécilia...

Pensez

« Si vous pensez qu'on va repartir de zéro, vous vous trompez. » Frits Bolkestein.

Boh tu sais Frits, nous on pense rien. Penser, c'est un truc pour gars dans ton genre. Nous, si on pensait on se tromperait, alors on préfère pas penser. Par contre, parfois on agit, et vu qu'on pense pas des fois on fait n'importe quoi. Des trucs dingues, comme par exemple renvoyer à l'éternel oubli un commissaire européen qui n'aurait jamais dû en sortir, se torcher longuement avec sa directive, des trucs impensables, pour toi.

Mer ou montagne

« L'amour à la plage ne suffit plus à nous faire rire. » Tiberi. Je sais pas, moi, demande à Xavière: peut-être qu'elle a envie de niquer à la montagne?

Frédo Ladrissse

(sources: Europe 1, l'Express, Libération, le Nouvel Observateur).

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

1986

Tchernobyl : une nuée de mensonges

DANS LA NUIT du 25 au 26 avril 1986, la centrale nucléaire de Tchernobyl en Ukraine, à 2000 kilomètres de Paris, entre tragiquement dans l'histoire. L'un de ses quatre réacteurs explose, ce qui provoque notamment des rejets radioactifs dans l'atmosphère, dix jours durant.

Le bilan officiel établi par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en 1996, est de 32 morts et 2000 victimes de cancers non mortels ; aujourd'hui, les estimations sérieuses parlent de dizaines, voire de centaines de milliers de victimes, sans parler des déplacés, des incidences sur la faune et la flore. Et l'accident de 1986 a encore des conséquences désastreuses aujourd'hui.

Le 29 avril 1986, le nuage contaminé qui s'échappe du site industriel ravagé arrive en France. Le SCPRI, qui est un service du ministère de la Santé chargé de la protection des populations, est rassurant : il ne s'agirait que d'un problème purement scientifique, sans danger. Le 6 mai, le ministère de l'Agriculture déclarera :

« Le territoire français, en raison de son éloignement, a été totalement épargné par les retombées de radionucléides consécutives à l'accident de Tchernobyl. »

Un anticyclone providentiel aurait éloigné le danger atmosphérique... Nombre de pays limitrophes (Italie, Luxembourg, Allemagne, Grèce, etc.) avaient déjà pris des précautions, fait circuler des informations auprès des populations, et mis en place un système de surveillance de la chaîne alimentaire. Même la principauté de Monaco avait détecté le passage du nuage !

Sous la pression d'associations et de l'opinion publique, les services de l'État jetteront Pierre Pellerin, directeur du SCPRI, en pâture. Celui-ci avouera, en direct, lors d'un journal télévisé de 13 heures, le 10 mai, que les doses relevées lors du passage du nuage sur la France sont 400 fois supérieures à la normale.

L'aveu est trop tardif pour que des mesures soient prises. Dès lors, il n'y aura plus qu'à collecter les informations, reconstituer le puzzle du mensonge d'État, et tenter un bilan. Le dépôt de plainte en 2001 de cinq

cents personnes, malades de la thyroïde, et du laboratoire indépendant CRIIRAD fut décisif.

Les malades, regroupés en association, établissent un parallèle entre leur maladie et les pollutions radioactives du nuage de Tchernobyl. L'un des composants radioactifs, l'iode 131, se concentre sur la thyroïde au point de générer un cancer parfois.

Les plaignants reprochent logiquement aux autorités d'avoir caché la vérité, et donc de ne pas avoir organisé la prévention.

Au cours de leurs investigations, des experts, dépêchés par la juge en charge du dossier, ont saisi des documents dans différents ministères.

Ces documents permettent d'établir que des relevés alarmants avaient été établis en 1986, dès le début de l'alerte. Mais que ces chiffres n'ont pas été communiqués ; mieux, ils ont été falsifiés. L'association corse U levante (l'île de Beauté a sans doute été la plus touchée par la pollution radioactive) dit avoir eu accès à un document administratif confidentiel sur les seuils de contamination du lait produit en Corse. Les autorités savaient, et l'instruction en cours ne fait que confirmer cette suspicion.

Le rapport des experts au service de la juge Bertella Geoffroy a été remis à 227 plaignants. Il est sans ambiguïté :

« Le SCPRI n'a visiblement pas restitué toutes les informations en sa possession aux autorités décisionnaires ou au public... Les risques de contamination ont toujours été niés ainsi que l'irradiation de la population... Il y a eu contamination de la population en particulier pour des femmes enceintes de plus de douze semaines et des enfants en bas âge... »

Les suites de l'instruction nous permettront d'en savoir

sans doute davantage sur les niveaux de responsabilité dans l'appareil d'État.

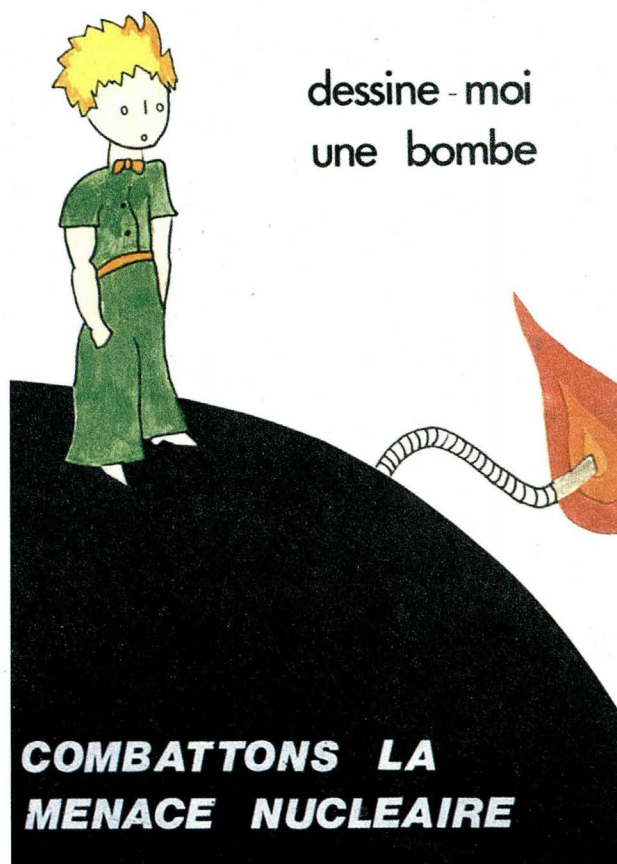
En attendant, d'autres questions surgissent : si l'État représente l'intérêt collectif, quels intérêts a-t-il défendu en nous mentant en 1986 ?

Pourquoi faire encore confiance à l'État et à ses alliés (Cogema, Areva, CEA, etc.), si engagés dans le développement de l'industrie nucléaire en France et dans le monde ? Peut-on les croire aujourd'hui lorsqu'ils affirment que leurs installations atomiques sont fiables et sans danger ? Décidément, le pouvoir d'État et le pouvoir nucléaire ont bien des points communs, mais il est vrai que l'un est enfant de l'autre.

Daniel

groupe Gard-Vaucluse

dessine - moi
une bombe



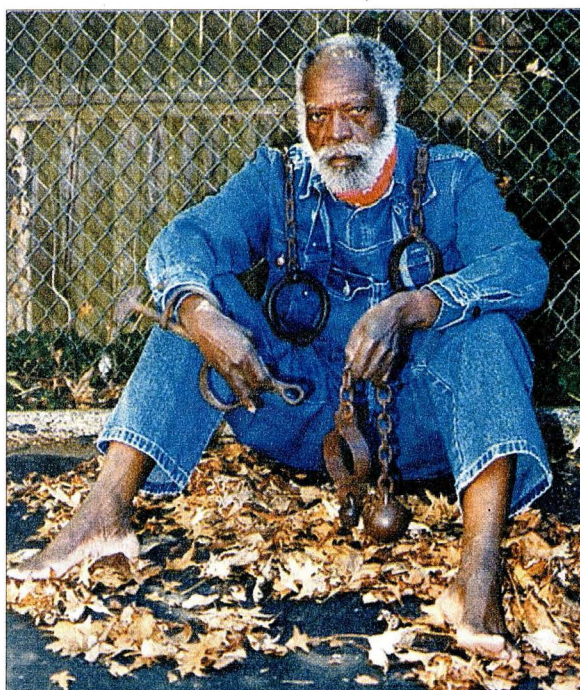
Esclaves, esclavagistes et colonisateurs

LE 8 MAI, une marche va être organisée pour poursuivre le combat anti-colonial. Une marche des « indigènes de la République ». C'est ce que nous apprend un manifeste publié un peu partout, entièrement ou en partie. On peut en trouver le texte complet sur Internet à l'adresse <http://toutesegaux.free.fr> ainsi que la liste des premiers signataires de cet Appel pour les assises de l'anticolonialisme post-colonial qui devraient se tenir le 16 avril 2005, à la Bourse du travail de Paris.

Après les cérémonies de la commémoration de la Shoah, voici venir le rappel d'un autre passé douloureux que nous avons enfoui au fond de nos mémoires. Les derniers événements de Côte d'Ivoire sont là pour nous rappeler que la France éternelle a encore des velléités de pouvoir colonial, que cette France est incapable de faire le deuil d'un « Empire colonial de sinistre mémoire ». En témoigne cette petite phrase insérée presque clandestinement dans la loi Fillon : « Les programmes scolaires reconnaissent en particulier le rôle positif de la présence française outre-mer. » En peu de mots, tout est dit. L'auteur de cette phrase devrait être décoré. C'est une réussite. On sent arriver « nos ancêtres les Gaulois ». Il y a la France et « l'outre-mer », la civilisation et les sauvages. C'est beau comme le rôle historique de l'homme blanc.

Pourtant, la présence sur le sol français de personnes originaires de cet « Empire perdu » dérange ! Non seulement parce qu'elles ont une autre couleur de peau mais surtout parce que leurs parents ou grands-parents faisaient partie de ceux qui devaient recevoir le message civilisateur de la France.

C'est ce que nous rappelle ce manifeste, et il le fait sans prendre de gants. C'est très bien et très nécessaire. La France s'est construite à l'instar de bien d'autres pays européens sur le trafic de bois d'ébène, la mainmise sur d'immenses territoires et l'exploitation des matières premières, main-d'œuvre comprise, qu'ils comportaient.



Il est vrai et évident que la France, entre autres, a tiré de grandes richesses de la traite des esclaves. Mais personne n'a calculé, à ma connaissance, le coup social imposé à la communauté importatrice par ce commerce. Imaginons une société américaine où il n'y aurait pas eu d'esclaves noirs, il n'y aurait pas eu de guerre de Sécession ni problème noir aujourd'hui. Nous pourrions extrapoler à la France. Quelle figure aurait-elle sans guerre d'Indochine ou d'Algérie ?

Pourtant, à la lecture de ce texte, un certain malaise nous saisit. On ne peut être que d'accord quand on lit au début que la création du Conseil français du culte musulman reproduit « les mécanismes coloniaux de la gestion de l'islam ». Cette affirmation devrait poser la question des raisons qui poussèrent tant d'honorables religieux prônant un islam rigoureux à se précipiter dans cet organisme et à s'en disputer les places. L'appétit pour le pouvoir transcende les origines religieuses. Mais il ne semble pas que ce soit l'endroit pour un tel questionnement.

Il est bon de rappeler que la France pendant plus de quatre siècles a participé activement à la traite négrière et à la déportation des populations de l'Afrique sub-saharienne.

Pierre Sommermeyer

Il aurait été bienvenu de rappeler que cette traite existe toujours et que dans certains pays musulmans comme la Mauritanie, les Noirs ont toujours ce statut.

Que la France reste un État colonial, nul ici ne songera à le nier. Le fait que les Sahraouis considèrent l'Algérie et le Maroc comme tel ne doit pas nous faire oublier cela.

Quand ce manifeste déclare que « la figure de l'« indigène » continue à hanter l'action politique, administrative et judiciaire » on est obligé d'être d'accord. Quand ce manifeste déclare que comme par le passé, « on tente d'opposer les Berbères aux Arabes », on peut se poser la question : « Qui a écrit cela ? » Il faut, à ce propos, se rappeler la déclaration, début 2004, du Conclave des coordinations (berbères) de Bejaia, en Algérie, réaffirmant « la position du mouvement quant au refus de tout dialogue avec les représentants de l'État sans la consécration de la langue amazigh » pour penser que les choses ne sont pas aussi claires que l'on sous-entend dans ce manifeste.

Je rejoins le manifeste à propos des « jeunes » issus de l'immigration « accusés d'être le vecteur d'un nouvel antisémitisme ». J'ai déjà mentionné dans ces pages de la tendance à faire porter le chapeau de l'antisémitisme « aux jeunes des quartiers » en oubliant l'antisémitisme franchouillard qui affleure dans les conversations de salon ou de café.

La divergence

Quand je lis que « la République de l'égalité est un mythe », je ne peux que me dire : ça on le savait déjà ! L'injustice de ce système n'est pas réservée aux seuls ex-colonisés, nous sommes un bon nombre à la subir, ni plus ni moins que ceux qui ont une origine étrangère, certainement différemment mais tout aussi brutalement. Les fermetures et délocalisations d'usines frappent avec la même égalité et brutalité, ouvriers blancs et basanés.

Les signataires de ce manifeste se proclament « les héritiers de ces Français qui ont résisté à la barbarie nazie et de tous ceux qui se sont engagés avec les opprimés ». Bien, mais qu'en est-il de ces Français qui se sont considérés eux-mêmes comme opprimés et qui ont rejoint des combats plus ou moins lointains géographiquement? Non pas par solidarité mais parce qu'ils considéraient que leur propre combat et celui des autres participait d'un même devenir. Faut-il rappeler que l'oppression n'a pas de frontière, les opprimés n'ont pas de couleur?

Puis, dans le même paragraphe, il y a une phrase qui m'a fait sursauter. Et là je me suis demandé si les légères divergences que je pouvais avoir avec ce texte ne cachaient pas quelque chose de plus profond. Voilà: « Diên Biên Phu est leur victoire [celle des Français mentionnés plus haut]. Diên Biên Phu n'est pas une défaite mais une victoire de la liberté, de l'égalité et de la fraternité! » Notre ami Ngo Van, qui nous a quittés au début de cette année, nous avait raconté comment furent traités par les vainqueurs de Diên Biên Phu ceux qui s'étaient opposés tant au colonisateur qu'au stalinisme. Nous connaissons trop bien la nature de ces vainqueurs qui avaient déjà gagné en octobre 1917 en Russie, qui avaient massacré tant d'anarchistes et de poumistes en Espagne puis avaient continué dans les camps de regroupement français comme à Gurs. Ces vainqueurs qui laissent derrière eux des pays épuisés culturellement et économiquement.

Cette victoire indochinoise marque seulement la fin d'un combat qui était perdu depuis des années et le changement de maîtres pour ceux qui étaient sur place. Tout cela et rien de plus. Cette petite phrase peut cacher une conception de la libération qui ne peut être la nôtre. Cette libération n'a représenté que le changement de la couleur de peau des maîtres.

Enfin, ce manifeste rappelle que le 8 mai 1945, jour de la victoire sur le nazisme, fut aussi le jour des bombardements de Sétif, en Algérie qui fit plus de 40 000 morts dans les mois qui suivirent. Il serait bon aussi de se rappeler que deux ans après, presque jour pour jour, la répression du mouvement nationaliste fit près de 50 000 morts à Madagascar.

La division

Ce manifeste qui rassemble des milliers de signatures veut faire du 8 mai une journée du souvenir des victimes du colonialisme. Il appelle par ailleurs « à se réunir en assises de l'anticolonialisme en vue de contribuer à l'émergence d'une dynamique autonome qui interpelle le système politique et ses acteurs », et au-delà, l'ensemble de la société française, « dans la perspective d'un combat commun de tous les opprimés et exploités pour une démocratie sociale véritablement égalitaire et universelle ».

Si on pouvait plus ou moins se retrouver dans le début du manifeste, je suis obligé à la lec-

ture de cette déclaration d'intention de me dire que ce n'est pas mon combat.

Ce n'est pas la réaction apeurée de la Ligue communiste criant à la division qui me motive. Cette division existe déjà. Cet appel en est l'illustration. Aucun des organisateurs de la Marche du 23 mai 1998 qui avait rassemblé 40 000 personnes dans les rues de Paris pour « une commémoration unitaire du cent-cinquantième de l'abolition de l'esclavage des nègres dans les colonies françaises », n'est présent parmi les signataires.

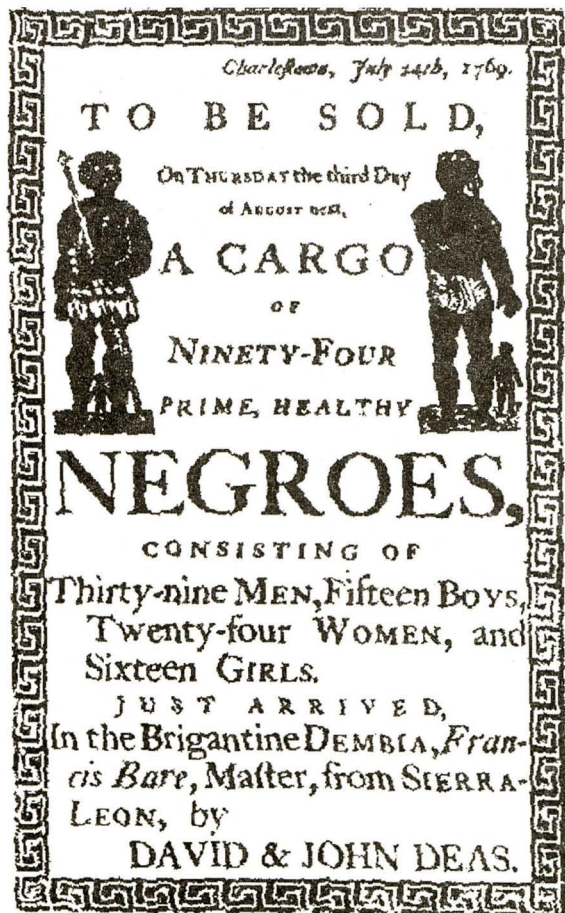
D'autre part, cet appel, écrit au début de l'année, ne pouvait pas prendre en compte ce qui s'est passé au cours des manifestations lycéennes de ces dernières semaines. C'est-à-dire l'agression délibérée de lycéens et de lycéennes par des groupes d'origine non déterminée et que certains ont déclaré comme venant de banlieue. Ces agressions ont amené un certain nombre de belles âmes à crier aux « ratonnades anti-Blancs ». D'autres comme Serge Romana, président du Comité marche du 23 mai reconnaît que ces jeunes « sont venus casser du Blanc ». Il estime, comme le rapporte Libération, que ces jeunes s'inspirent « des théories extrémistes qui affirment la supériorité du Noir ».

Il faut mettre en relation ce que Jean-Pierre Levaray écrivait à ce propos dans ces colonnes à la mi-mars avec une partie de ce beau texte paru dans le Monde du 1^{er} avril, écrit par des parents de lycéens agressés. Ils estiment que: « Plus que les "prolétaires", ces exclus des exclus rappellent le lumpenprolétariat, cette "armée de réserve du capital" décrite par Marx, qui constituait la "phalange de l'ordre" de Bonaparte ou qui servait d'auxiliaire de choc aux troupes d'Hitler et de Mussolini. » D'autres, refusant « de se précipiter dans un débat où s'opposent des lectures politiques, sociologiques ou "ethniques" sur la signification de tels événements », lancent un appel pour faire la lumière sur ces événements, visible sur le blog 8 mars 2005.blogsprit.com.

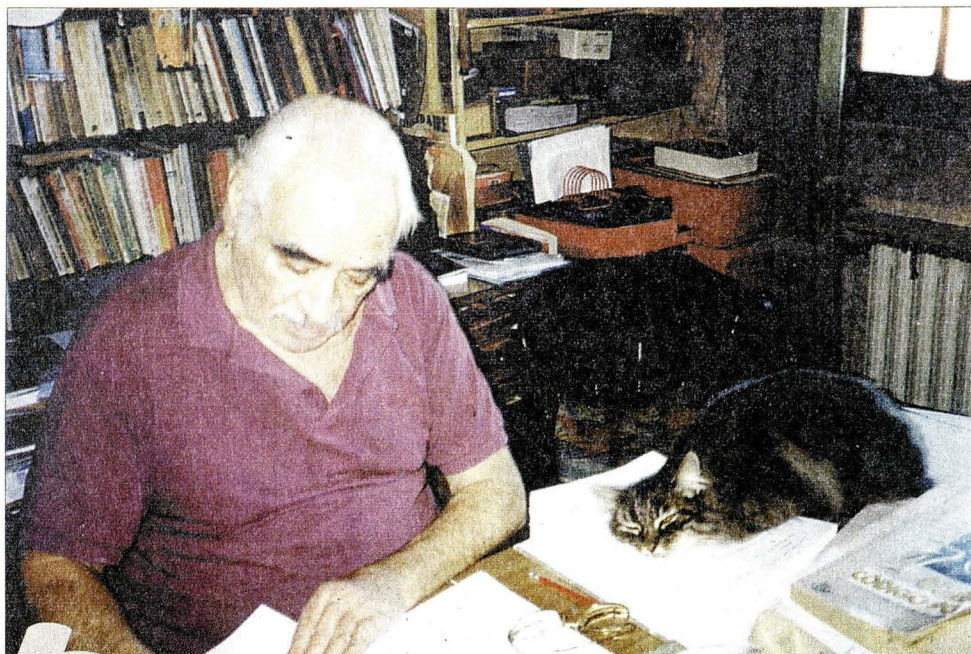
Conclusion

L'Appel pour les assises de l'anticolonialisme post-colonial veut donc « interpeller le système politique et ses acteurs », mais pour leur demander quoi? C'est contradictoire à nos yeux avec le fait de vouloir combattre « pour une démocratie sociale égalitaire et universelle ». Cette dernière ne peut vraiment voir le jour que par l'éradication des frères siamois État-Capitalisme et interpeller le pouvoir ne sert à rien, si ce n'est à perdre son temps.

Je pense que ce manifeste part de la prise de conscience d'une véritable souffrance à laquelle nous ne pouvons rester indifférents. Par ailleurs, il est le fruit d'un certain confusionnisme, une volonté de trouver un accord large, un consensus militant. Il ne tire pas les leçons des échecs des manifestations précédentes comme la Marche des Beurs. Il ressemble aux proclamations alter-mondialistes. Il est porteur de désillusions à venir. **P. S.**



Antonio Tellez Sola, présent !



Rolf Dupuy

PRINTEMPS 1946, par une nuit sans lune, un petit bateau de pêche, après une première tentative infructueuse, la veille, due à une mer particulièrement agitée, débarquait discrètement sur une plage, entre Pasajes de San Pedro et San Sebastian, Antonio Tellez Sola, militant des Jeunesses libertaires qui, pendant toute la traversée, caché sous une bâche, avait gardé son pistolet à portée de main n'ayant aucune confiance dans des contrebandiers qui pouvaient jouer sur tous les tableaux : vous faire payer votre passage et ensuite vous vendre à la Guardia civil. Tonio, qui ne négligeait aucun détail, était habillé de pied en cap de vêtements étiquetés en Espagne – combien d'autres camarades avaient été repérés par la Guardia civil à cause de costumes taillés en France – et n'avait même pas averti l'organisation de son départ, afin d'éviter toute fuite. Pendant trois mois, il allait parcourir plusieurs régions d'Espagne – Madrid, les Asturies et la Catalogne – dans l'intention première d'y réaliser un film sur la guérilla et déjà avec cette volonté qui ne le quittera plus de sauver la mémoire des combattants antifranquistes, non pour en « faire des héros ou des martyrs, mais parce que ces lutteurs antifranquistes étaient des Hommes avec un grand H, ne méritant pas un silence qui serait le pire des crimes ».

Fils de cheminot, Antonio Tellez Sola est né à Tarragone le 18 janvier 1921 et émigre encore enfant avec ses parents à Soto de Rey aux Asturies où les événements d'octobre 1934 le marquent profondément. En juillet 1936, il est à Lérída où il adhère à la Fédération ibérique des jeunesses libertaires (FIJL). Après avoir vécu toute la période révolutionnaire à Lérída, Tarragone et Barcelone, il est appelé

sous les drapeaux (classe dite des « biberons ») lors de l'avancée franquiste sur la Catalogne et de la Retirada de février 1939. Passé en France, il est interné, comme des milliers d'autres réfugiés, au camp de Septfonds (Tarn-et-Garonne) réservé aux ouvriers spécialisés. En février 1940, il est envoyé comme ouvrier coffreur à la construction d'une poudrerie à Lannemezan (Hautes-Pyrénées). Après la signature de l'armistice de juin 1940, et pour éviter d'être renvoyé en camp, il s'enfuit et se réfugie dans le petit hameau de Cantaous-Tuzaguet où il travaille comme paysan jusqu'en septembre où il est arrêté et interné au camp d'Argelès-sur-Mer puis enrôlé dans la 321^e Compagnie de travailleurs étrangers (CTE), envoyé en mars 1942 à Mende (Lozère) puis en février 1943 comme « fauteur de trouble » aux mines d'antimoine de Collet-de-Dèze. Dénoncé aux Allemands, il est transféré à Agde pour participer à la construction de fortifications. Après avoir saboté en mars 1944 la ligne de chemin de fer Perpignan-Béziers, il s'enfuit et se cache à Saint-Affrique dans l'Aveyron, où il travaille dans un hôpital. Menacé d'être déporté en Allemagne, il fuit à La Cavalerie où, en contact avec la Résistance, il organise l'évasion de prisonniers russes puis s'intègre à un maquis espagnol de la région de Decazeville et participe en août aux combats pour la libération de Rodez avec la 9^e brigade de FFI. En octobre 1944, comme de nombreux autres libertaires croyant à la chute imminente du régime franquiste, Antonio Tellez, sous le nom de « Tarra », participe à l'invasion du val d'Aran dans le cadre de l'opération Reconquista de España organisée par l'Union



Libération de Rodez en août 1944 (Antonio Tellez allongé).

nationale espagnole (UNE) sous la direction du Parti communiste. Après l'échec de l'opération, il s'installe à Toulouse où, dans le cadre du Mouvement libertaire espagnol (MLE), il s'occupe de récupérer de l'armement pour les groupes qui partent en Espagne et rencontre la plupart des militants, Francisco Sabate Llopart « El Quico », José Lluís Facerias, Raul Carballeira Lacunza, Ramon Gonzalez Sanmarti, Ignacio Zubizarreta Aspas, et tant d'autres qui allaient laisser leur vie dans un combat incessant contre le franquisme.

En 1945, Antonio Tellez est nommé au Comité national de la FIJL, en France, aux côtés de Benito Milla Navarro, l'Argentin Raul Carballeira Lacunza, Juan Alcacer Albert et Liberto Sarrau Royes. En avril 1946, il démissionne du CN de la FIJL pour effectuer une mission en Espagne et s'intégrer à la guérilla. Après trois mois passés en Espagne, il rentre en France en juillet 1946 par Irun. C'est lors de ce voyage de retour que, dans un hôtel de Saint-Jean-de-Luz, il croise une nuit le jeune militant Diego Franco Cazorla « Amador Franco » en route pour l'Espagne, et avec qui il va discuter une partie de la nuit, et même se disputer, Antonio tentant en vain de convaincre son camarade de ne pas emporter avec lui, en plus d'un émetteur radio, de pesants et encombrants paquets de journaux (*Ruta*, *Solidaridad Obrera*, *CNT*), parce qu'« qu'il est trop con de risquer sa vie pour des journaux ». Tonio sera l'un des derniers à voir Diego vivant : arrêté à Irun peu après son passage de la frontière, Diego Franco Cazorla est condamné à mort et fusillé le 2 mai 1947 aux côtés d'Antonio Lopez, un autre militant des Jeunesses libertaires envoyé par l'exil pour y renforcer l'organisation à Barcelone.

En juillet 1947, représentant de la FIJL, Tonio participe au Festival mondial de la jeunesse à Prague, puis à un voyage en Yougoslavie dont il fait le récit dans l'hebdomadaire

de la FIJL, *Ruta* (n° 117 à 120). Il publie de nombreux articles, dessins et une sorte de bande dessinée (*Las aventuras del señor Coleta*, 1949) dans l'ensemble de la presse libertaire de l'exil et plus particulièrement les hebdomadaires *Ruta*, *CNT* et *Solidaridad Obrera*. Lié à un petit groupe d'artistes, dont Antonio Garcia Lamolla, qui se réunissaient régulièrement autour du peintre Maurice Vlaminck, et suivant le modèle au début du siècle du supplément littéraire du célèbre organe anarchiste français *les Temps nouveaux*, il est en 1954 l'un des fondateurs avec Fernando Gomez Pelaez du supplément littéraire de *Solidaridad Obrera* (1954-1961, 96 numéros).

En 1957-1958, pour tenter de mettre un terme à l'immobilisme des responsables du MLE, il participe à la fondation du journal *Atalaya* (Paris, 1957-1958, sept numéros), entreprise qui sera condamnée par les organismes représentatifs du MLE. Lassé des luttes intestines, il cesse dès lors de militer et se consacre à recueillir l'histoire des groupes d'action libertaires en Espagne pour, d'une part, les revendiquer en tant que résistants antifranquistes et, d'autre part, en perpétuer la mémoire.

Devenu journaliste au secteur international de l'Agence France-Presse (AFP), il sera l'un des rares anarchistes à travailler pendant les événements de mai 1968, arguant du fait qu'il est plus qu'important de transmettre dans le monde entier les dépêches concernant ces événements.

Parallèlement, il se montre solidaire de tous les jeunes militants (Mouvement ibérique de libération, GARI) qui, dans les années 1970, vont renouer avec la lutte concrète contre le franquisme.

Apatride jusqu'en 1978 où il récupère sa nationalité, il voyage pour la première fois d'une manière légale dans son pays avec sa compagne Armonia Perez, en pensant que la

chute du franquisme allait enfin permettre de faire sauter la chape de plomb qui s'était abattue sur l'Espagne depuis quarante ans, et de revendiquer au grand jour ces milliers d'hommes et de femmes qui avaient donné leur vie ou au mieux avaient passé de longues années derrière les barreaux des prisons et pénitenciers. Malheureusement, la transition se fait sur un compromis historique entre les anciens franquistes et les partis et organisations dites démocratiques, et elle a un prix : « le silence sur le passé ». Antonio enrage de cette situation, d'autant que même le mouvement libertaire organisé et renaissant à l'époque participe à ce silence, ne revendiquant toujours pas la fine fleur de sa militance qui avait laissé la vie dans un combat sans espoir contre le terrorisme d'État. La plupart des livres d'Antonio Tellez sur le sujet, traduits dans de nombreuses langues, n'ont jamais, à de très rares exceptions, été annoncés ni même critiqués dans la presse libertaire tant de l'exil qu'en Espagne. À part les siens, rares ont été les articles consacrés à la résistance et à la guérilla parus dans des organes du mouvement anarchiste espagnol. Cela mettait Tonio dans une colère noire, surtout quand il constatait l'empressement des communistes à annexer et à s'accaparer cette résistance.

Après avoir pris sa retraite en mars 1986, Tonio s'installe près de Céret (Pyrénées-Orientales) et collabore à la nouvelle presse libertaire espagnole (*Cultura Libertaria*, *Historia Libertaria*, *Polemica*, etc) tout en continuant son travail de mémoire sur la résistance en Espagne et l'aide apportée à des dizaines de chercheurs, historiens, militants intéressés par le sujet. Également membre du Centre international de recherches sur l'anarchisme (CIRA), Antonio Tellez a activement participé à l'élaboration et à la conception de deux des bulletins édités par l'annexe de Marseille : *Les anarchistes espagnols dans la tourmente* (1989) et *La presse libertaire espagnole pendant la clandestinité* (1995).

Antonio, dont certains craignaient les colères, était d'une générosité sans limites et pratiquait un humour ravageur, mais il ne supportait pas que l'on manque à une parole donnée. Il se faisait un point d'honneur à répondre sur-le-champ à n'importe lequel de ses nombreux correspondants, à leur envoyer tout document ou photo pouvant les aider dans leurs recherches, bref à partager son immense savoir, toujours dans ce but obsédant que la mémoire fait partie du présent et du futur. Pour lui, les révolutions ne pouvaient être une réalité que s'il existait des révolutionnaires. Et si aujourd'hui il n'y en avait pas, alors il fallait créer des consciences libres pour que le peuple se soulève. Ses livres devaient aussi servir à entretenir cette petite lueur d'espoir.

Antonio Tellez, dont les forces déclinaient depuis l'été dernier, mais qui, jusqu'aux derniers jours, assumait son travail d'historien, rédigeant des fiches pour un dictionnaire biographique des guérilleros et résistants antifranquistes sur lequel nous travaillons depuis

plus de dix ans, est mort le 26 mars 2005 à Perpignan où il a été incinéré le mardi 29. Il nous laisse orphelins, nous pour qui il était plus qu'un frère, un compagnon, un ami, un anarchiste pur comme il y en a si peu.

Je pense à vous, Moni sa compagne, Juan Busquets Verges avec qui il était retourné, il n'y a pas si longtemps, retrouver les ruines du Mas Tartas qui servait à l'époque de base de départ pour les guérilleros libertaires, Patrick à Barcelone, Micha, Moska et Moustique, fidèles parmi les fidèles et me duele el alma.

R. D.

Œuvres

Un album de dessins en couleurs (1948, non paru); *La guerrilla urbana*, Facieras (Ruedo Iberico, 1974); *El guerrillero Agustin Remiro Manero y el batallon de Ametralladoras C* (inédit); *Apuntes sobre Antonio Garcia Lamolla y otros andares* (Vitoria); *La lucha del movimiento libertario contra el franquismo* (Éd. Virus, 1991); *Historia de un atentado aereo contra el general Franco* (Éd. Virus, 1993); *El MIL y Puig Antich* (Éd. Virus, 1994); *La red de evasion del grupo Ponzan: anarquistas en la guerra secreta contra el franquismo y el nazismo, 1936-1944* (Éd. Virus, 1996); *A guerrilla antifranquista de Mario de Languillo « O Pinche »* (Éd. A Nosa Terra, Vigo, 2000); *Sabaté, guerrilla urbana en España, 1945-1960* (Éd. Virus, 2001); *30 años de Ruta en el exilio 1944-1975* (inédit); *Facieras: guerrilla urbana, 1939-1957* (Éd. Virus, 2004); *Garcia Tella, apuntes para un eventual biografia* (inédit); et de très nombreux articles parus dans la presse de l'exil et en Espagne ainsi qu'une collaboration très active à de nombreux ouvrages et émissions de télévision traitant de la guerre d'Espagne et de la Résistance.

Madrid, du 6 au 8 mai

Femmes, libres et libertaires

C'EST LE 12 FÉVRIER que les cent ans de la naissance de Federica Montseny ont été fêtés. Cette femme reste à la fois controversée et fondamentale dans l'histoire la plus récente de l'Espagne. Elle fut auteure d'une œuvre littéraire particulière, propagandiste de l'idéal anarchiste, pionnière de la libération de la femme, protagoniste de la Révolution espagnole, ministre qui impulsa une politique sanitaire avancée pour son temps... Les raisons de se souvenir d'une femme aux multiples facettes sont nombreuses.

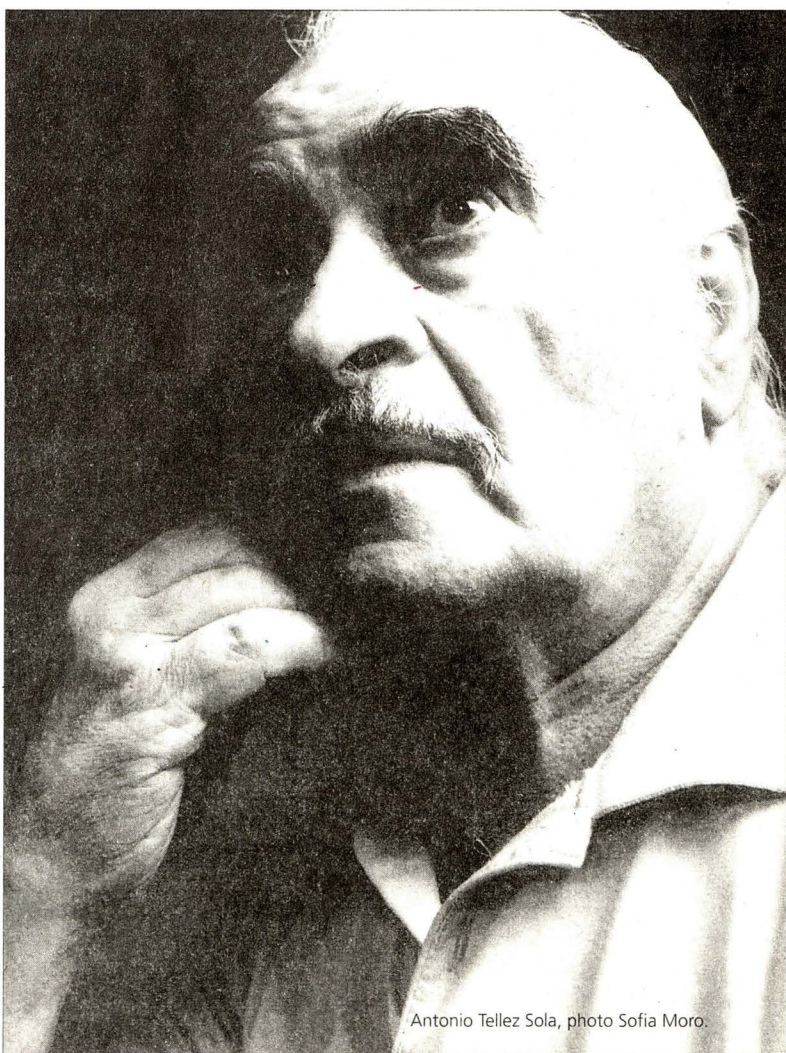
Un congrès a pour objectif de commémorer le centenaire de sa naissance en réfléchissant sur le féminisme, l'anarchisme et sur la relation entre ces deux mouvements émancipateurs contemporains, que certains pressentent comme complémentaires mais que d'autres jugent autant distincts que distants.

Le même groupe qui, avec l'appui de la fondation Anselmo-Lorenzo, a réalisé deux congrès d'importance sur le centenaire de l'école moderne de Ferrer y Guardia (en novembre 2001) et sur les 75 ans de la création de la Fédération anarchiste ibérique (novembre 2002), convoque donc un nouveau congrès les 6, 7 et 8 mai à l'Athénée de Madrid. Structuré en cinq sessions, il offrira une série d'interventions qui serviront de base pour le débat qui suivra, et admettra la présentation et l'exposition de communications.

Nous voulons en premier lieu débattre sur la nécessité d'un mouvement féministe ou si, comme le croyait Federica Montseny, l'anarchisme offre une option libératrice pour toute l'humanité qui rend non nécessaire la présence d'un mouvement social spécifique pour les femmes. Nous prétendons aussi analyser l'histoire du mouvement libertaire féminin, depuis le méritoire labeur des pionnières comme Teresa Claramunt, jusqu'à l'irruption d'une génération de femmes autant associées à l'idéal anarchiste que protagonistes des luttes sociales de leur temps, qui trouvèrent dans l'organisation Mujeres libres leur meilleure représentation.

Nous compterons avec la présence de Ana Sigüenza (pédagogue et militante anarcho-syndicaliste) qui inaugurera le congrès, Agustín García Calvo (professeur émérite d'université) qui parlera de la « vision libertaire du conflit de genre », Pilar Folguera (université autonome de Madrid): « Une vision féministe du conflit de genre », María Jesús Matilla (université autonome de Madrid): « Féminisme émancipateur », Mayte Aguilar García (UNED): « Féminisme non émancipateur », Gloria Espigado Tocino (université de Cadix): « Les femmes dans l'anarchisme espagnol (1868-1939) », Laura Vicente Villanueva (docteure en histoire contemporaine): « Teresa Claramunt », Jesús María Montero Barrado (docteur en histoire contemporaine): « Mujeres Libres », María José Palma (université Carlos-III): « Les femmes dans l'exil (1939-1975) », Julián Bravo Vega (université de la Rioja): « Littérature féminine libertaire ». Le congrès se terminera avec une table ronde sur Federica Montseny (Elena Sanchez Gomez, UNED, sera modératrice) et comptera avec la présence de Irene Lozano (écrivaine), Antonina Rodrigo (écrivaine) et Susanna Tavera (université autonome de Barcelone).

Pour plus d'informations, vous pouvez contacter l'organisation par courriel ou par écrit: AISAnar@yahoo.es ou à (pas de nom sur l'enveloppe) Apartado de Correos 7056 de 28080 Madrid.



Antonio Tellez Sola, photo Sofia Moro.

Orléans, 1940

une collectivité autogestionnaire

ENTRE MARS ET AVRIL 1940, dans la localité de Pressigny-les-Pins, dans le Loiret, près d'Orléans, ont vécu une centaine de mutilés et d'invalides de la guerre civile espagnole. Anarchistes, socialistes, communistes, républicains... occupaient la grande propriété rustique de la bâtisse de La Vallette achetée par le gouvernement espagnol en exil. Une ambiance de crispation, d'amertume et de découragement provoqués par la récente déroute face au fascisme s'ajoutait à l'infortune personnelle de se voir diminués à cause des blessures de guerre. Vers avril, une grande assemblée de tous les exilés, présidée officiellement par le directeur de la résidence mais impulsée en réalité par l'instituteur aveugle Félix Carrasquer, avait renversé totalement la situation.

Là où les résidents discutaient et s'affrontaient durement quelques semaines avant, prévalait le travail autogéré, le travail commun, la répartition des loisirs et du travail et, surtout, le sentiment collectif de réintégrer utilement la lutte interminable pour la liberté et la justice. Les quarante hectares de la propriété furent mis immédiatement en production.

« Félix – se souvient Ramon Fortich, un des résidents – qui a toujours été de ceux qui croient que la parole ne fait pas le geste, sans discourir sur ce qu'il entendait par autogestion, nous introduisait à l'apprentissage du travail collectif en fonction de nos propres prédispositions. »

Avant le mois de mai des groupes de travail s'étaient formés pour cultiver la terre, pour la préparer, puisqu'il s'agissait de terrains qui étaient restés improductifs pendant des années. D'autres groupes se chargeaient de couper et de préparer le bois de chauffage pour la cuisine et les douches et faire suffisamment de provisions pour affronter l'hiver, jamais loin. D'autres groupes encore se chargeaient d'acquérir et d'élever les premières brebis, de monter des enclos pour des poules et des lapins, de nettoyer les installations et arranger les machines et l'outillage en général, pour lequel il fut nécessaire de monter aussi un atelier de mécanique. En même temps, la surveillance sanitaire s'organisait, grâce à la présence dans le camp de quelques médecins. Sans doute, la principale difficulté sur cet aspect fut de trouver des médicaments et des

instruments adéquats pour soigner les graves lésions dont souffraient quelques membres du camp.

Les deux autres choses dont Félix essayait de nous convaincre étaient d'avoir un esprit sain dans un corps sain.

Ce qui servait d'ample réfectoire, aux heures libres, se convertissait en deux salles de classe. Les quasi-analphabètes assistaient à la classe de Mathilde, la compagne de Félix.

Pour nous qui avions fait l'école primaire ou qui avions de meilleures connaissances, Carrasquer, au lieu de nous enseigner les mathématiques, la grammaire, etc. initia un premier cours sur les origines du monde et de la vie, en considérant qu'il était nécessaire de savoir comment s'était formée la Terre et de connaître le peu que nous savons de nous-mêmes. La formation continuait la nuit, mais sur un mode plus informel.

Après le dîner, si la nuit était favorable, nous nous allongions sur le gazon, en écoutant les évocations biographiques de personnes dont l'empreinte laissée les rendaient dignes d'être évoquées : Marx et Bakounine ; Louise Michel et Marie Curie ; Tolstoï et Pasteur, etc.

En à peine deux semaines, l'ambiance hostile et les disputes acides pour des petits riens avaient disparu du château La Valette. Le 15 mai passé, la collectivité pouvait, avec ses propres moyens, acquérir tout ce qui était nécessaire et qui venait de l'extérieur : médicaments, matériel agricole, etc.

Malgré les espoirs déçus en un monde meilleur – la déroute de la guerre et la révolution en Espagne avaient achevé cette illusion chez la plupart des résidents – se forgea, grâce à l'initiative autogestionnaire de La Valette, l'estime de chaque homme pour ses actes les plus nobles en faveur du bien-être collectif. Malheureusement, l'expérience ne put durer. L'invasion nazie de la France mit un terme à la résidence des mutilés et invalides espagnols, Hitler ne reconnaissant pas les activités du gouvernement en exil.

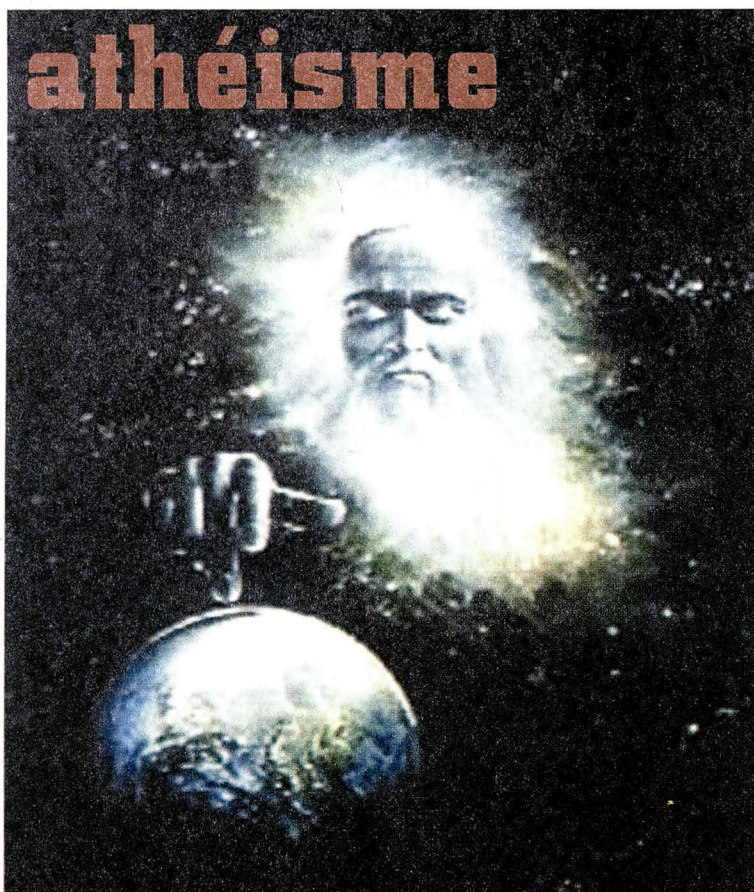
M. Genofonte

Traduit du journal anarchosyndicaliste espagnol *La Campana*, apdo 97, 36080, Pontevedra, Espagne.



Pour un athéisme

clair et militant



Antoine Jarrige

À L'HEURE OÙ LES RELIGIONS se mettent en ordre de bataille (et la mort du pape ne va rien arranger), où les croyances des uns et des autres envahissent l'espace public, d'un chef de parti majoritaire au père du Traité constitutionnel européen en passant par le boss de la plus puissante armée du monde, à une époque où la laïcité républicaine a de plus en plus de mal à se dépatouiller de son héritage catholique, il devient urgent de présenter un athéisme militant et clair.

Pour commencer, un peu d'étymologie. Athée désigne celui qui est « sans dieu ». Un individu « sans », incomplet, « une entité à laquelle il manque Dieu pour être vraiment », dit Michel Onfray. Définition négative, bien entendu, puisque le mot fut d'abord employé par les tenants de la foi pour désigner, dans un premier temps, celui ou celle qui ne croit pas « bien » en dieu; puis, au fil du temps, celui ou celle qui ne croit pas.

Mais avant d'aller plus loin, il me semble nécessaire de préciser que les crimes commis au nom d'un dieu ne peuvent être imputés à l'ensemble des croyants, et que, si je déplore l'abandon de la raison par ces personnes, je ne peux que vouloir leur émancipation et non leur disparition. En clair, je ne leur veux aucun mal. Que le pied sur la tête soit celui d'un tyran, d'un patron ou d'un « dieu », il s'agira toujours de s'en libérer.

Ceci étant dit...

Qu'est ce que l'athéisme ? Le Petit Robert nous explique que c'est « l'attitude ou doctrine »

d'une « personne qui ne croit pas en Dieu, nie l'existence de toute divinité ».

Il est complètement absurde de parler de doctrine, alors qu'aucune règle, contrairement aux croyants, ne nous dit comment ne pas croire. Je préfère la définition de Michel Onfray qui, lui, à la page 30 de son *Traité d'athéologie*, écrit :

« L'athéisme n'est pas une thérapie mais une santé mentale recouvrée. »

En effet, nous prendrions pour fou ou folle quiconque, ayant plus de 7 ans, nous annonçant, le 24 décembre au soir, attendre le père Noël dans la nuit, et ce ne serait pas la même chose pour un autre qui nous expliquerait la présence partout, et tout le temps, d'un être magique et tout-puissant qui aurait créé le monde ? Il y a là quelque chose qui ne tient pas. Malheureusement, il est inutile de faire de la logique une arme contre la croyance, puisque la logique est la manifestation de la raison, et que la croyance est l'abandon de cette dernière.

Devient-on athée ?

Sans doute, pour ceux et celles d'entre nous qui aurions cru un jour. De la même manière que nous abandonnons la peur du monstre dans le placard. Un athée n'a pas la volonté, le désir, de ne pas croire en dieu. Il ne croit pas, voilà tout. La question ne se pose pas à lui ou elle, de savoir si la meilleure manière de vénérer dieu est celle des juifs, des chrétiens ou des musulmans, pour ne prendre que les trois grands monothéismes.

Antoine Jarrige milite au groupe de Montreuil.

Il n'y a tout simplement rien à vénérer. Malgré ce que prétend le philosophe Michel Guérin, on ne choisit pas d'être athée. Ce n'est pas une proposition contre une autre. Contrairement à ce que l'astronome Laplace a dit, dieu n'est même pas une hypothèse.

Certains expliquent leur athéisme par une expérience, souvent malheureuse, en tout cas rédhitoire, dans la fréquentation d'un dogme. Une grand-mère, par exemple, très dévote, mais rapiat, méchante, bref loin de ce qu'on veut nous faire passer pour la théologie officielle inscrite dans l'un ou l'autre « livre ».

Et en voilà quelques-uns athées!

Mais, objectivement, peut-on conclure à l'inexistence de Dieu par le simple fait qu'une aïeule très croyante se trouvait à cent lieues des prétendus principes d'amour et de bonté rabâchés par les tenants de la foi? De même, se référer à l'Histoire pour établir qu'au nom de Dieu il y eut des guerres, des génocides, ne sert qu'à prouver que les religions, et non pas Dieu, sont porteuses par leur existence même de tous les maux qui leur sont imputables, des premiers massacres à la prolifération du sida en Afrique (interdiction de la capote), en passant par les croisades et les épurations ethniques.

Le 11 septembre 2001 ne peut constituer une preuve de l'inexistence de Dieu. Seulement que certains sont capables de donner la mort, et de se la donner par la même occasion, pour des préceptes qu'ils prétendent être les commandements de leur dieu. Tous ces exemples ne constituent absolument pas un faisceau de preuves de l'inexistence de Dieu. Il en est de même des fameuses Douze Preuves de Sébastien Faure. Il ne s'en prend qu'à un dieu dont les croyants croient à l'infaillibilité.

Et ceux qui envisagent que leur dieu puisse se tromper? Leur croyance est-elle plus légitime?

S'en prendre aux superstitions, aux préceptes, aux dogmes, c'est démontrer la nocivité intrinsèque des religions. L'exercice est salutaire, mais ce n'est pas de l'athéisme. C'est de l'anticléricalisme. Et ces deux notions ne sont pas nécessairement liées.

Un athée sait que Dieu n'existe pas, mais peut parfaitement accepter qu'un certain prosélytisme religieux l'entoure. À l'inverse, un anticlérical peut croire en Dieu, mais refuser de se soumettre aux règles d'un dogme, quel qu'il soit, et être décidé, même, à les combattre.

L'athée est celui ou celle qui ne croit pas! Peuvent-ils rester à l'écart des grands débats qui voient des tenants de la foi et autres responsables politiques se réclamer de l'une ou l'autre chapelle, se disputer la parcelle publique? Où l'on peut entendre Sarkozy venir vendre, dans un même paquet, sa vision ultralibérale du monde ainsi qu'un « livre » dans lequel il nous dit sa foi et son désir de transformer la laïcité en un magma multiconfessionnel. Quelle résistance pouvons-nous envisager?

Tuer Dieu est inutile, et de toute façon impossible. Comme l'écrit Michel Onfray:

« Dieu n'est ni mort ni mourant – contrairement à ce que pense Nietzsche et Heine. Ni mort ni mourant parce que non mortel. Une fiction ne meurt pas, une illusion ne trépane jamais, un conte pour enfant ne se réfute pas. »

Alors quelle alternative?

Un athéisme militant implique une négation de Dieu, bien entendu, un anticléricalisme, évidemment, ludique et jovial, si possible, mais surtout, et plus profondément, de réfuter une partie des valeurs qui sont pourtant imbriquées dans la laïcité même. Qu'est-ce que cela signifie? Tout simplement que Dieu, et n'en déplaise aux croyants et croyantes sans chapelle, n'existe pas hors des religions, et de leurs dogmes.

Et nous sommes imbibés, consciemment ou pas, par ces valeurs religieuses. Par exemple, le fait que la plupart d'entre nous continuons à nous habiller (même si c'est très légèrement) lors d'un été caniculaire. Qu'est-ce d'autre sinon l'ancrage profond, dans nos sociétés, de la haine du corps, omnipotente dans les trois monothéismes? Et il y en a d'autres. Le patriarcat, bien sûr, qui, bien que déjà identifié, est loin d'être vaincu, même parmi ceux et celles qui se défendent de le faire perdurer.

L'amour de son prochain! Si la personne est aimable, pourquoi pas, mais si elle ne l'est pas?

La charité? Celle de l'abbé Pierre ou de Bernadette Chirac avec ses wagons de pièces jaunes? Et pourquoi pas plutôt la justice et la répartition des richesses?

La tolérance? Sous ses atours bienveillants ce mot est un mot de pouvoir, puisque tolérer, c'est laisser exister ce qu'on pourrait interdire. Nous avons tous des attitudes issues de cet héritage judéo-chrétien.

Tendre vers un athéisme militant, ou, comme le dit, encore une fois, Onfray¹:

« Le dépassement de cet athéisme chrétien – pas assez athée et encore trop chrétien à mon goût – permet d'envisager sans qu'il soit redondant de le nommer ainsi, un authentique athéisme athée... Ce presque pléonasme pour signifier une négation de Dieu couplée à une négation d'une partie des valeurs qui en découlent, certes, mais aussi [...] pour déplacer la morale et la politique sur un autre socle non pas nihiliste, mais post-chrétien. »

Il est urgent de lutter contre les corbeaux de toute chapelle, de lutter contre l'apprentissage du fait religieux à l'école, de dire clairement que la mort d'un chef de secte ne nous émeut pas.

Enfin, affirmer que s'il y a des êtres « incomplets », ce ne sont pas ceux qui sont sans dieu, mais ceux qui croient être avec. **A. J.**

1. Traité d'athéologie, éditions Grasset.



Un morpion revient s'accrocher à la science



Pablo Servigne

DIEU REVIENT EN FORCE. On ne compte plus les couvertures de magazines qui en parlent. Phrases choc, remises en question infondées, provocations, confusions, effets d'annonce, la presse people scientifique s'en donne à cœur joie : « Dieu et la science, le nouveau choc ? ».¹ Choc ou réconciliation ? Car enfin « les scientifiques découvrent dieu ».² Il était grand temps ! Qu'est-ce qu'ils sont vieux jeu ces gens-là ! Ah, ma p'tite dame, m'en parlez pas. Moi, ils me font peur. Et puis, ils disent souvent des bêtises. « Darwin avait-il raison ? »³ Je ne sais pas... peut-être... je ne sais plus rien. Au fond, la religion est peut-être nécessaire. Inévitable même : « Sommes-nous programmés pour croire ? »⁴ Grâce au « gène de dieu »⁵, pourrions-nous enfin « réenchâter le monde » ?⁶ En attendant, n'hésitez pas à acheter le comparatif : « Dieu, la science et la religion »⁷ et découvrir en avant-première (le terrible choc !) les « révélations sur les manuscrits de la mer Morte » !⁸

La réaction à cette mode ne s'est pas fait attendre. En 2001, les Actes d'un colloque de la Libre Pensée ont été édités aux éditions Syllepse.⁹ Ce livre, plus que jamais d'actualité, rassemble une série de scientifiques et de philosophes (Bouveresse, Lécointre, Bricmont, Dubessy, Plimer, Tort, etc.) qui s'emploient aussi bien à défendre le matérialisme qu'à dénoncer les stratégies de l'intrusion spiritualiste.

Les stratégies peuvent être de deux sortes : la version douce qui s'incruste en utilisant les habits de la science et en exploitant au maximum ses dysfonctionnements. Et la version forte, « qui va mimer la science en utilisant de véritables fraudes ».¹⁰

Dans sa version douce, on citera l'UIP (Université interdisciplinaire de Paris) qui se veut évolutionniste mais compatible avec la foi religieuse. Elle promeut une alliance entre sciences et spiritualité. Selon elle, leur « nou-

veau paradigme » est crédible parce que la FNAC vend leurs livres et que des prix Nobel (Christian De Dève ou Ilya Prigogine) et d'autres scientifiques (Jean-Marie Pelt, etc.) viennent participer à leurs débats. « En philosophie, elle importe tout ce qu'il y a de plus médiatique, Luc Ferry et André Comte-Sponville. Bruno Latour viendra porter la lumière relativiste à tout ça. »¹¹

Dans sa version forte, on y retrouve le « créationnisme scientifique » drapé des mêmes méthodes que Lyssenko ou bien l'anthropologie nazie, à savoir employer tous les moyens pour démontrer ce à quoi on croit par dessus tout. Ce créationnisme utilise les méthodes scientifiques classiques (publications par exemple) et tout l'attirail de vulgarisation à sa disposition, profitant de l'effet « polémique ». Selon M. Berthault, par exemple, les strates géologiques n'existent pas car tout s'est déposé en même temps... après le déluge.¹²

Le problème est qu'en profitant d'une faille, Berthault a réussi à publier dans les Comptes rendus de l'Académie des sciences et ne cesse de brandir cette publication comme argument d'autorité.

Les médias n'hésitent pas à publier des articles de personnes controversées ou impliquées dans la religion et mues par des intentions extra-scientifiques. L'effet est immédiat : la polémique enflé et les ventes suivent. Mais le problème réside surtout dans le fait que les enseignants ont besoin de se tenir au courant des découvertes scientifiques et lisent les médias scientifiques (la Recherche et Science et avenir, par exemple, entretiennent ou ont entretenus des liens avec l'UIP).

On entend dire que le pouvoir et l'arrogance de la science sont tels qu'ils empêchent le développement de disciplines « parallèles », (médecines irrationnelles, parasciences, spiritualismes, astrologies, etc.).

« Mais c'est exactement l'inverse, l'humilité est de se soumettre à des standards méthodologiques qui permettront à autrui de vérifier vos affirmations. Quitter les canons méthodologiques des sciences en y injectant des éléments de spiritualité, c'est faire reposer l'assentiment sur l'usage de l'autorité quel que soit le mode par lequel celle-ci s'impose (séduction, fascination, intimidation, falsification, corruption, etc.). [...] C'est ramener le processus de genèse des connaissances à une période préscientifique où, faute de canons méthodologiques universels, c'est l'autorité qui régissait les consensus. C'est sortir de la science. Or, ceux qui prônent le retour du spirituel dans la science d'aujourd'hui entendent bien continuer à la qualifier de science. Et c'est là qu'il y a imposture. »¹³

Cette tendance peut aussi bien venir du monde spiritualiste – qui par ailleurs se rend compte de l'absurdité de contester certaines découvertes scientifiques – que du monde scientifique. Certains chercheurs tentent d'unifier leurs croyances personnelles et leurs savoirs, d'autres parlent d'un concept de Dieu tellement flou qu'ils laissent la porte ouverte à n'importe quoi, d'autres se mettent à étudier Dieu (ou la spiritualité) avec des méthodes scientifiques. Ainsi on voit apparaître le scoop du « gène de Dieu ». Un dieu génétique, synonyme dans l'imaginaire social d'un dieu naturel, déterminé, transmissible et profondément ancré en nous. Une affaire de famille... Sans compter que l'athéisme deviendrait une maladie génétique! (La Libre Pensée devrait penser à demander des sous au Téléthon la prochaine fois). Ce « gène » mériterait un article à lui tout seul. Mais c'est peut-être lui faire trop d'honneur.

Au fond, la science et la religion n'ont en commun qu'une longue histoire de conflits.

« Unir les deux reviendrait à détruire toute méthodologie d'une approche ration-

nelle du monde, et abandonner la genèse des connaissances à de purs critères d'autorité. »¹⁴

Car « l'autorité comme méthode d'établissement des connaissances naît là où, en rejetant le matérialisme, voire le rationalisme, on a tué toute possibilité de reconnaissance par l'expérience de la validité d'une affirmation ou de la puissance explicative et de la cohérence d'une théorie ». ¹⁵

Nous sommes face à un « irréductible antagonisme »¹⁶: les attitudes théoriques du matérialisme (condition méthodologique de la science) et du spiritualisme sont totalement opposées.

« Le matérialisme postule le recours exclusif au comportement de la matière pour expliquer tout phénomène physique et psychique, ce que nie le spiritualisme par définition. »¹⁷

Le matérialisme est justement le thème du dernier livre de cette fine équipe.¹⁸

L'institut Goethe de Paris, la Libre Pensée et les éditions Syllepse remettent ça et lancent un fameux pavé sur le coin de la gueule des spiritualistes de tous genres. Indispensable ouvrage à qui veut la peau de ceux qui poussent leurs contemporains vers le paranormal ou l'irrationnel. Affaire à suivre...

« Ce qui n'est pas compréhensible, c'est que l'on continue à mouliner des débats sur science et religion comme si le problème était de savoir qui devrait gagner, en fin de compte, du naturel ou du surnaturel », affirme Bruno Latour¹⁹ en tentant d'apaiser les tensions. Mais c'est bien un combat qui s'est engagé... et il faut savoir qui le gagne. Ce qui n'est pas compréhensible, c'est que l'on continue encore à croire... tout court.

Que faut-il donc faire face à cet emballement médiatique? Les scientifiques doivent-ils répondre aux attaques et passer du temps dans leurs débats? N'est-ce pas conférer aux imposteurs une légitimité qui pourrait se retourner contre les scientifiques (et les matérialistes) à long terme? N'oublions pas que

« l'imposteur s'en sort toujours bien sur le court terme ». ²⁰

Peut-être que, face aux simplismes et polémistes avides de profits, les scientifiques gagneraient non seulement à rester vigilants et combattre les dérives de leurs collègues, mais avant tout à préserver l'autonomie de la science, insister sur l'humilité de la méthode scientifique pour enfin quitter cette tenue de savant fou qui leur colle tant à la peau. **P. S.**

1. Le Nouvel Observateur, 23 décembre-5 janvier 2004.

2. Newsweek, 27 juillet 1998.

3. National Geographic, novembre 2004.

4. Le Monde des religions, juillet-août 2004.

5. Times, 29 novembre 2004.

6. L'Écologiste, n° 9, voir critique dans Réfractations n° 13.

7. La Recherche, hors-série, janvier-mars 2004.

8. Science et avenir, janvier 2005.

9. Dubessy, J. & Lecointre, G., 2001, Intrusions spiritualistes et impostures intellectuelles en sciences, Syllepse, Paris. 398 pp.

10. Lecointre, G., Anatomie d'un titre, in Dubessy, J. & Lecointre, G. 2001.

11. Ibid.

12. Garcia, J.-P., Tentatives d'intrusions spiritualistes en sciences de la terre. In Dubessy, J. & Lecointre, G. 2001.

13. Lecointre, G., Anatomie d'un titre, in Dubessy, J. & Lecointre, G. 2001.

14. Ibid.

15. Ibid.

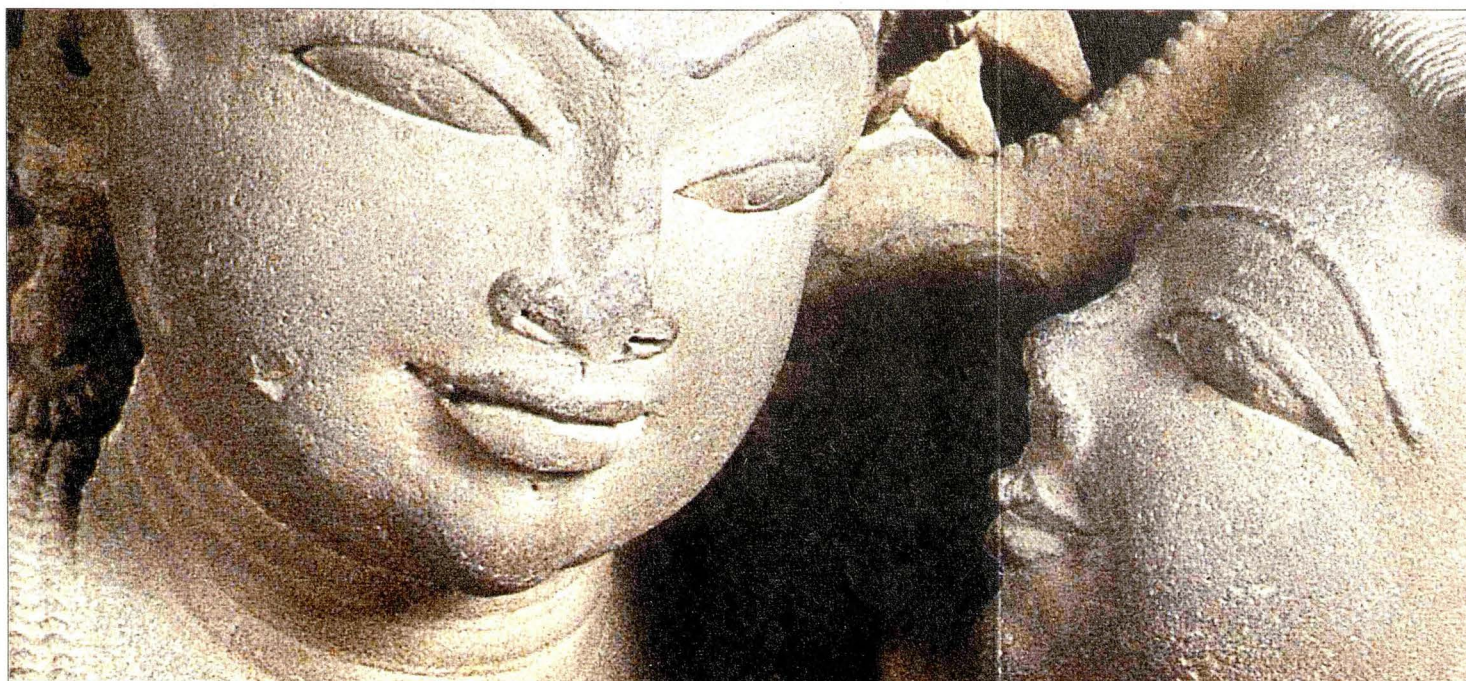
16. Bricmont, J., L'Irréductible antagonisme in Dubessy, J. & Lecointre, G. 2001.

17. Lecointre, G., Anatomie d'un titre in Dubessy, J. & Lecointre, G. 2001.

18. Dubessy, J., Lecointre, G. & Silberstein, M., 2004, les Matérialismes (et leurs détracteurs), Paris, Syllepse, 2004. 792 pp.

19. Latour, B., « La comédie des erreurs », la Recherche, hors-série janvier-mars 2004.

20. Lecointre, G., Anatomie d'un titre in Dubessy, J. & Lecointre, G., 2001.



l'héritage chrétien

Raoul Boulard

L'Église et la Constitution européenne

Les Églises légitiment leur intervention dans le champ de la politique européenne par le fait qu'elles sont des « acteurs sociaux » dans les services de l'éducation, de la santé, de l'aide aux « migrants » et aux démunis : elles ont donc, selon elles, le droit de donner leur opinion et de faire pression sur leurs ouailles pour faire valoir leurs points de vue.

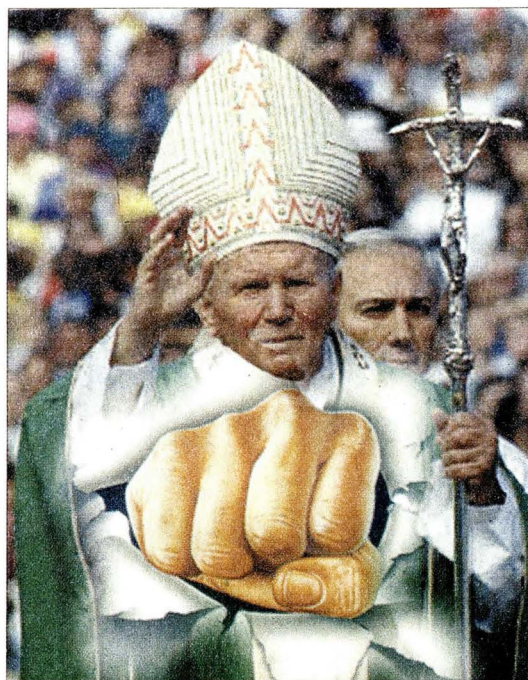
Le titre VI du projet de Constitution stipule en son article 44 que « dans toutes ses activités, l'Union respecte le principe de l'égalité de ses citoyens ». Cependant, l'article 51 octroie aux Églises et à certaines associations une représentation particulière et distincte des associations de la société civile. En outre, l'article 51 constitue une discrimination à l'égard des personnes membres d'organisations religieuses qui n'ont pas d'affiliation à une Église. Ces dispositions créent en fait une double représentation des intérêts des organisations affiliées à une Église :

1. En application de l'article 51 précité, « en reconnaissance de leur identité et de leur contribution spécifique » ;
2. En application de l'article 46 concernant la démocratie représentative de la société civile dont les organisations d'affiliation religieuse font partie.

La Commission des évêques de la Communauté européenne (COMECE) semble plutôt satisfaite de la tournure prise par les événements. Ainsi, M^{gr} Noël Treanor, secrétaire général de la COMECE, a-t-il pu déclarer :

« En équilibrant un esprit d'ouverture entre le religieux et le politique avec la juste séparation des deux sphères, l'article I-51 représente une nouvelle approche inclusive à la gouvernance qui est au niveau des enjeux de la société européenne dans le XXI^e siècle.

« En se référant dès ses premières paroles aux "héritages culturel, religieux et humaniste" de l'Europe, le Traité constitutionnel souligne le



rôle formateur de ces héritages – dont le christianisme fait partie essentielle – pour l'Europe d'aujourd'hui. C'est pourquoi je regrette que les chefs d'État et de gouvernement n'ont pu trouver une formulation qui reconnaît explicitement la contribution indiscutable du christianisme et d'autres traditions. »

Un héritage humaniste ?

Les représentants de l'Église oublient simplement que s'il existe bien un héritage humaniste de l'Europe, cet humanisme s'est constitué par une opposition féroce de l'Église et par une lutte acharnée des penseurs de l'humanisme contre la religion. Ce qui n'empêche pas M^{gr} Treanor de dire :

« Cette omission ne change en rien le fait que les valeurs de l'Union décrites dans l'article I-2, surtout le respect de la dignité humaine, ont été inspirées par la pensée chrétienne. Mais elle représente une occasion manquée de construire sur la base de notre patrimoine commun un avenir qui est ouvert et inclusif à tous. »

Jean-Paul II, chef d'un État qui n'est pas membre de la Communauté européenne, remercia ses compatriotes polonais d'avoir défendu les valeurs éternelles du catholicisme. « Je remercie la Pologne qui, au Forum européen, a défendu fidèlement les racines chrétiennes de notre continent. D'elles sont sorties la culture et le développement de la civilisation de notre temps. On ne peut couper les racines d'où l'on provient. »

Le 19 juin 2004, faisant allusion à l'adoption, la veille, du texte de la Constitution, le directeur de la salle de presse du Saint-Siège, M. Joaquin Navarro Valls soulignait la satisfaction du Vatican : « Les moyens de communication sociale ont rapporté l'adoption par consensus, à Bruxelles, du Traité constitutionnel européen, de la part des chefs d'État et de gouvernement, des 25 États membres. Le Saint-Siège exprime sa satisfaction pour cette



nouvelle et importante étape dans le processus d'intégration européenne, toujours souhaitée et encouragée par le pontife romain. »

Il avait un autre motif de se réjouir :

« C'est aussi un motif de satisfaction que l'insertion dans le traité de la disposition qui sauvegarde le statut des confessions religieuses dans les États membres et oblige l'Union à maintenir avec elles un dialogue ouvert, transparent, régulier, en en reconnaissant l'identité, et la contribution spécifique. » « Toutefois, ajouta M. Navarro Valls, le Saint-Siège ne peut pas ne pas exprimer ses regrets pour l'opposition de certains gouvernements à la reconnaissance explicite des racines chrétiennes de l'Europe. Il s'agit d'une méconnaissance de l'évidence historique et de l'identité chrétienne des populations européennes. »

Le Saint-Siège, soulignait le porte-parole du Vatican, « exprime sa vive appréciation et sa gratitude aux gouvernements qui, conscients du passé, et de l'horizon historique sur lequel la nouvelle Europe prend forme, ont travaillé pour donner une expression concrète à son héritage religieux reconnu ».

Sept pays ont en effet défendu cette reconnaissance : la Pologne, l'Italie, la Slovaquie, la République tchèque, Malte et le Portugal, soit, précise-t-on au Vatican, quatre pays naguère sous régime communiste athée. On pourrait cependant présenter les choses autrement : quatre pays sous régime totalitaire communiste et deux pays (l'Italie et le Portugal) qui ont fait l'expérience du fascisme.

L'Osservatore Romano titrait à la une, le 20 juin 2004 : « Une Europe à la mémoire décolorée ». Le surtitre expliquait : « À la satisfaction pour l'adoption du Traité constitutionnel doit pourtant s'ajouter le regret pour les contenus qui ne sont pas à la hauteur des espérances et des souhaits. » Un encadré titrait : « Regrets du Saint-Siège », reprenant intégralement la déclaration de M. Navarro Valls.

Un communiqué des évêques de Pologne fait écho aux paroles de Jean-Paul II et déplore qu'en dépit de la conviction de la majeure partie des habitants de l'Europe, du pape et de nombreuses conférences épiscopales, le texte du traité constitutionnel « ne contient aucune référence aux racines chrétiennes du continent ». Ils concluent : « Vu la situation, nous faisons appel à tous les hommes de bonne volonté afin qu'ils réfléchissent à l'avenir de l'Europe construite sur l'omission des valeurs fondamentales. »

Parlons donc des valeurs fondamentales de l'Église catholique.

Un fasciste canonisé

Jean-Paul II a récemment canonisé un dirigeant fasciste, fondateur de l'Opus Dei, Escriva de Balaguer, directeur de conscience de Franco et de Pinochet. Cette secte, fondée en 1928 à Madrid, joue un rôle politique et idéologique capital dans la diffusion des positions intégristes du Vatican. Cette organisation de l'extrême droite catholique, dépendant directement du Vatican, est le principal responsable des réorientations dans la plupart des conférences épiscopales (notamment en Espagne, en Amérique du Sud, en Afrique). De ce fait, les prélats et les fidèles de gauche ont été pourchassés (voire exécutés comme pour l'assassinat de l'évêque Romero en Amérique latine). Il n'y a que peu de conférences épiscopales qui sont en mesure de résister car les nominations sont faites par le Vatican. C'est encore le cas pour la France mais pour combien de temps ? L'Opus Dei est le principal initiateur des campagnes pour l'ordre moral (refus du droit à la contraception et du droit à l'avortement entre autres), et contre le préservatif : les positions du Vatican sont à ce titre responsables de dizaines de milliers de morts et constituent véritablement un crime contre l'humanité.

En France, un certain nombre de personnalités ont appuyé la canonisation de ce saint homme. Raymond Barre, par exemple, qui a attesté les « signes de sainteté » du fondateur de l'Opus Dei. Christine Boutin également, députée des Yvelines. Michel Poniatowsky, ancien ministre de l'Intérieur. Claude Bébear, patron du groupe AXA ; Michel Albert, patron de l'AGF ; Didier Pineau-Valencienne, PDG du groupe Schneider ; Louis Schweitzer, patron de Renault.

L'Opus se décrit elle-même dans Cronica, la revue interne du mouvement, comme « le reste saint, immaculé, de la véritable Église », fondé pour « sauver l'Église et la papauté ». Quatre ans après la fin du Concile, le père Escriva déplorait un temps d'erreur dans l'Église : « Le mal vient du dedans et d'en haut. Il y a une réelle pourriture, et actuellement il semble que le Corps mystique du Christ soit un cadavre en décomposition, qui pue. » Ce qui n'a pas empêché cette sainte institution d'être mêlée de très près à certains des scandales les plus malodorants de l'après-guerre, comme l'affaire Matesa, en 1969 (détour-

nement de fonds) ou l'affaire José Maria Ruiz Mateos (fraude fiscale et d'infraction à la réglementation des changes): « Derrière la fiction d'une association purement spirituelle, "famille pauvre, riche seulement de ses enfants", gravite une nébuleuse de sociétés, de banques et de fondations, dirigées anonymement par des membres de l'Opus. Dans les années 70, alors qu'Escriva vitupérait L'Église en décomposition, ses amis mettaient en place le réseau financier qui allait permettre à l'Œuvre de jongler avec des millions de dollars. » (François Normand, « La troublante ascension de l'Opus Dei », *le Monde diplomatique*, septembre 1995.)

Les ovaires de mère Teresa

Le Vatican a approuvé comme « miracle de première classe » la guérison d'une femme, Monica Besra, dont la tumeur des ovaires a été guérie grâce à l'apposition sur son ventre d'une photo de mère Teresa. L'association indienne des rationalistes, qui rejette catégoriquement le fait, a demandé que le miracle post-mortem de mère Teresa soit porté devant une cour de justice. Les « témoins » ont cependant fait vœu de silence sur cette affaire, et le témoin principal, l'intéressée elle-même, a disparu.

L'ancien ministre de la Santé du Bengale révéla qu'il fut contacté par des émissaires du Vatican et invité à nommer un médecin qui certifierait que la guérison de Monica Besra était miraculeuse. Après avoir obtenu les enregistrements médicaux du cas en février 2000, qu'il soumit à l'examen minutieux du service de la santé de Kolkata (Calcutta), il fut convaincu qu'il n'y avait rien d'anormal dans cette résorption de la tumeur suite à un traitement médical prolongé et adéquat.

Voilà un exemple typique des valeurs de l'Occident chrétien que tente de diffuser le Vatican. L'idée de guérison miraculeuse ne fait qu'introduire auprès des pauvres et des illettrés d'Inde une approche superstitieuse de plus et remet en cause la confiance en la science et la médecine. C'est l'argument que développe l'association rationaliste indienne.

Un saint qui n'a jamais existé

Mais on n'a pas encore touché le fond: mieux que ceux qui font voter les morts, le pape a canonisé un homme qui n'a jamais existé, un certain Juan Diego Cuauhtlatoazin. L'un des meilleurs historiens du Mexique, Serge Gruzinski, affirme que le mythe de ce personnage a été créé au XVII^e siècle afin d'évangéliser les indigènes:

« Cette canonisation, aujourd'hui, marque la défaite de la rationalité. Nous, les historiens, avons été incapables d'imposer une évidence. L'Église a été la plus forte. Et pourtant, même les historiens ecclésiastiques reconnaissent que faire remonter Juan Diego Cuauhtlatoazin à 1531 constitue un contresens historique. En 1531, l'évêque de Mexico, Fray Ruan de Zumarraga, un rationaliste, grand admirateur

d'Érasme, détestait les apparitions. C'est la première fois, depuis Vatican II, où l'on a expulsé du martyrologe les saints dont l'existence était la plus contestée, que l'on assiste à un tel retour en arrière! »

En décembre 2003, Guillermo Schullenburg Prado, ancien supérieur de la basilique de Guadalupe, envoya au pape un message lui demandant de ne pas canoniser Juan Diego Cuauhtlatoazin puisque « l'existence de l'Indien n'a pas été démontrée ».

Cette canonisation a pour objectif de frapper les esprits de la population indigène, alors qu'en même temps l'Église refuse l'ordination de prêtres indiens et marginalise les curés contestataires. L'avis de F. J. Pablo, du Mouvement paysan indigène régional indépendant, est clair:

« L'image de ce JDC est bien la preuve de la mentalité raciste de l'Église catholique. Cette canonisation, c'est pour nous dire, à nous les Indiens, si on vous exploite, ne vous rebellez pas. Si on vous paie mal, ce n'est pas grave. Si vous souffrez ici, ça ira mieux au ciel. Nous sommes manipulés; l'Église ne se préoccupe pas de nous. » Quant au maire de la municipalité indienne de Tatahuicapan, il déclare: « La canonisation de JDC n'a rien à voir avec la reconnaissance de nos droits et de notre culture. Pour le gouvernement, ce n'est que de la publicité. »

Le Vatican, et en particulier l'Opus Dei, est une véritable machine de guerre idéologique contre les masses pauvres d'Amérique latine. Jean-Paul II a nommé évêques de nombreux membres de l'Opus Dei en Amérique latine: 7 au Pérou, 4 au Chili, 2 en Équateur, 1 en Colombie, ainsi qu'en Argentine, au Venezuela et au Brésil. Le Pérou, avec 7 évêques de l'Opus Dei, est particulièrement visé par le Vatican, car c'est de là qu'est partie la théologie de la libération développée par le théologien péruvien

Gustavo Gutierrez. Cette doctrine, qui a eu un très fort rayonnement en Amérique latine, parlait de libération sociale. Inutile de dire qu'elle est au centre de l'offensive du Vatican.

La cerise sur le gâteau

Le Vatican a publié il y a deux ans une somme d'interdits sur le sexe et la famille qui constituent littéralement un manifeste des valeurs de l'Occident chrétien et de la version catholique de l'« humanisme » proposé aux ouailles. Cela se présente sous la forme d'un dictionnaire, intitulé le *Lexicon*, dans lequel l'Église rappelle ses positions traditionnelles.

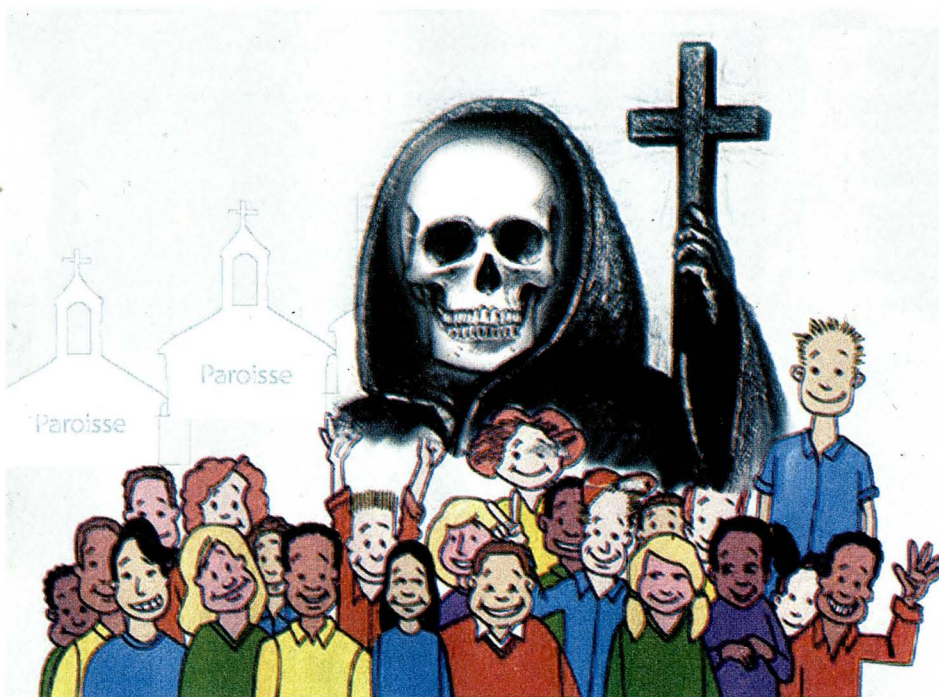
Cet ouvrage de 850 pages est mis en vente au prix de 60 euros et aborde 78 thèmes. Il s'attaque aux convictions les plus répandues, notamment sur les rapports sexuels, les droits des homosexuels, le divorce, l'avortement, l'euthanasie, les unions libres, etc. Ainsi on y apprend que « l'abstinence ou les rapports sexuels dans le seul cadre du mariage, ainsi que la fidélité sont la seule stratégie réellement et totalement efficace face au sida ». L'opposition de l'Église à l'usage du préservatif comme moyen pour réduire les risques de diffusion du sida est une fois de plus renouvelée.

L'Église rappelle encore son opposition à la contraception, qui est « à rejeter totalement », et insiste sur ses positions concernant la bioéthique, les droits des embryons, les droits des enfants, la famille et le couple.

Ce dictionnaire a été rédigé à l'initiative du Conseil pontifical pour la famille, présidé par le cardinal colombien Alfonso Lopez Trujillo, considéré comme l'un des prélats les plus conservateurs au sein du Sacré Collège. Soixante-dix cardinaux, évêques, théologiens et « experts » du monde entier ont pris part à sa rédaction.

Les valeurs chrétiennes de l'Europe? Elles font frémir.

R. B.



mardi 19 avril
22h30 au matin

ça boost sous les pavés
versus

89.4 FM

Radio Libertaire 01-43-71-89-40

Serge Livrozet flirte avec le Loup noir

D'ABORD VOLEUR par nécessité, puis par défi et enfin par conviction, il fût arrêté, jugé et condamné pour «crime» contre la propriété. De la prison à la révolte a été publié une première fois en 1973 et reste plus que jamais d'actualité.

L'auteur «réhabilité» et père d'une quinzaine d'ouvrages nous livre son point de vue sur les causes de la délinquance. Dans la Femme truquée, chez Engrage, il soulève la question de l'équité judiciaire des citoyens, notamment lorsque la folie commande leurs actes.

Serge Livrozet sera présent à la bibliothèque sociale de Merlieux le jeudi 28 avril (voir agenda).

Copinage

EXPOSITION d'une soixantaine de photographies en couleur ou noir et blanc de Daniel Maunoury sur le Forum social mondial à Bombay en janvier 2004 à la Maison de Quartier, 6, rue Pasteur, métro Garibaldi ou Porte de Saint-Ouen.

Le lundi et mercredi de 9 à 12 heures et de 13h30 à 17h30, le mardi et le vendredi de 9 à 12 heures et de 13h30 à 20 heures, et le jeudi 13 à 17h30.

Jusqu'au 22 avril, entrée gratuite.



Jeudi 14 avril

Si vis pacem de 18 à 19h30

Sera consacré aux communautés au cœur de la guerre en Colombie avec comme invité Martin, photographe

Lundi 18 avril

Le monde merveilleux du travail de 20 à 21 heures

Animée par les syndicats de la presse de la CNT, sera consacrée aux pigistes de la presse, tâcherons modernes, et aux combats qu'ils mènent pour sauvegarder leur emploi.

Mercredi 20 avril

Blues en liberté de 10h30 à 12 heures

Le piano et le blues, instrument citadin... mais rural aussi!

Jeudi 21 avril

Si vis pacem de 18 à 19h30

Sur le thème nucléaire civil ou militaire, la réponse est non!

Samedi 23 avril

Chroniques syndicales de 11h30 à 13h30

Reçoit « Souriez, vous n'êtes plus filmés ».

Mercredi 27 avril

Blues en liberté de 10h30 à 12 heures

Buddy Guy, le noir guitar heroe

Jeudi 28 avril

Si vis pacem de 18 à 19h30

Mouananniversaire avec Gérard Durand.

Mercredi 4 mai

Blues en liberté de 10h30 à 12 heures

Robert Pete Williams.

Mercredi 11 mai

Blues en liberté de 10h30 à 12 heures

Mali et blues.

89.4 MHz
en région
parisienne

Jusqu'au 12 juin

Mons (Belgique)

L'Anarchisme à la une au Mundaneum, rue de Nimy 76. Exposition et Munda-web ouverts du mardi au dimanche de 12 à 18 heures. Entrée : 2,50 euros.

Jeudi 14 avril

Paris 11^e

La librairie Quilombo organise un débat autour de *Le cauchemar de Don Quichotte. Sur l'impuissance de la jeunesse aujourd'hui* au CICP, 21 ter, rue Voltaire à 19 h 45.

vendredi 15 avril

Saint-Denis (93)

Le groupe Henry-Poulaille de la FA organise, à 19 heures, une réunion publique sur l'Opus Dei. Projection du documentaire, de Pierre Abramovici, *Opus Dei, la longue marche*, suivie d'une discussion-débat avec Patrice et Bénédicte des Mazery auteurs du livre *Opus Dei, une église au cœur de l'Église*, à la bourse du travail de Saint-Denis, 9, rue Génin, métro Porte-de-Paris (ligne 13).

Saint-Ouen

Débat autour des « Forums sociaux mondiaux entre Porto Alegre et Bombay : en quoi ces actions touchent à notre quotidien », à 19 heures, à la Maison de Quartier, 6, rue Pasteur, métro Garibaldi ou Porte-de-Saint-Ouen.

Samedi 16 avril

Chelles (77)

Le groupe Sacco-et-Vanzetti de la FA organise une réunion publique avec Catherine Baker, auteure de « Pourquoi faudrait-il punir ? Sur l'abolition du système pénal », à 20h30, au 1 bis, rue Émilie, près de la gare RER E.

Paris 18^e

Rencontre-débat avec Alain Dalotel autour de son livre *André Léo (1824-1900). La Junon de la Commune* à 15h30, à La Rue, 10, rue Robert-Planquette, métros Abbesses ou Blanche.

Dimanche 17 avril

Paris 11^e

Soirée de solidarité avec le 9^e collectif de sans-papiers, avec Brixton Cats et 25 au CICP, 21 ter, rue Voltaire, à 17 heures.

Samedi 23 avril

Nantes

Manifestation antinucléaire à 14 heures précises à la Prairie aux Ducs, sur l'île Beaulieu, arrêt tramway, ligne 1 Chantiers-Navals, à l'appel des groupes FA de Bretagne et de Sortir du Nucléaire.

Dimanche 24 avril

Paris

Folk à lier, l'émission de musiques traditionnelles, world et apparentées sur Radio libertaire présente, en direct et en public de 12 heures à 18h30, depuis le Forum Léo Ferré, 11, rue Barbès à Ivry-sur-Seine, métro Porte-d'Ivry.

Jeudi 28 avril

Paris 10^e

Les Monologues du vagin, texte de Eve Ensler, sera lu par Virginie Barré, Sophie Berdah, Karine Bernard et Natacha Henry au profit de l'HAFB (Halte-aide aux femmes battues) à 20h30, à l'espace Jemmapes, 116, quai de Jemmapes. Réservations : 01 40 03 66 94 et 01 47 70 60 35. Prix des places : 12 euros. Soutien : 20 euros.

Merlieux (02)

La bibliothèque sociale recevra, pour une rencontre-

dédicace, Serge Livrozet, de 18 à 21 heures, au 8, rue de Fouquerolles. Infos et renseignements au 03 23 80 17 09.

Vendredi 29 avril

Paris 10^e

Les Monologues du vagin, texte de Eve Ensler sera lu par Virginie Barré, Sophie Berdah, Karine Bernard et Natacha Henry au profit de l'HAFB (Halte-aide aux femmes battues) à 20h30, à l'espace Jemmapes. Réservations : 01 40 03 66 94 et 01 47 70 60 35. Prix des places : 12 euros. Soutien : 20 euros.

Dimanche 1^{er} mai

Paris 19^e

Manifestation anarchiste en mémoire des martyrs de Hay Market, à 12 heures, Place des fêtes, à l'appel de la Fédération anarchiste.

Nancy

Rencontres libertaires sur la décroissance organisées par Alternative libertaire, Casbah, CNT, Fédération anarchiste, Marée noire et No Pasaran, à la MJC Bazin.

Vendredi 6 mai

dès 18h30 :

Battacuda et Fanfare et, sous réserve, un théâtre de rue. Puis manifestation festive à pied, à vélo et en rollers, suivie d'un apéro.

Samedi 7 mai

dès 10 heures :

Deux ateliers-débats : informatique et consommation. Conférence : la décroissance, pratique de jeux coopératifs. Soirée cabaret à 21 heures : repas et animations (contes, jonglerie, magie, musique, etc.).

Dimanche 8 mai

dès 11 heures :

Quatre ateliers/débats : sciences et techniques, énergies, transport et éducation. Concert à 21 heures.

agenda



Mujeres, *libres y libertarias*

6, 7 y 8 de mayo de 2005

Lugar: ATENEO DE MADRID - C/ Prado, 21